

UN PROTOCOLE D'ACCORD VIENT D'ÊTRE SIGNÉ AVEC SONATRACH

ExxonMobil veut s'implanter en Algérie

Une bonne nouvelle pour le secteur des hydrocarbures en Algérie. La major pétrolière américaine « ExxonMobil » a signé, avant-hier, un protocole d'accord avec le groupe public « Sonatrach ». Les deux parties vont étudier les possibilités de développement des ressources en hydrocarbures dans les bassins de l'Ahnet et du Gourara en Algérie, lit-on dans un communiqué de Sonatrach. La conclusion de ce protocole d'accord avec la société américaine était le fruit des efforts déployés par les deux parties pour relever les défis et identifier les opportunités futures. P 3



EN CONCRÉTISATION DE LA
VISION STRATÉGIQUE DU
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Création d'un grand groupe public de construction ferroviaire

S'inscrivant dans la vision stratégique économique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en application de ses directives, le Conseil des Participations de l'Etat (CPE), a acté, jeudi, la création d'un grand groupe public dédié à l'ingénierie et à la réalisation des projets ferroviaires, à travers la reconfiguration du secteur public des infrastructures ferroviaires.

P 2

EXPLORATION OFFSHORE
DES HYDROCARBURES

Des indicateurs positifs, affirme Arkab

Le ministre l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab Mohamed, a affirmé, jeudi à Alger, que les études en cours sur l'exploration offshore des hydrocarbures en Algérie avaient révélé des « indicateurs positifs », notamment en ce qui concerne le gaz naturel. Ces études menées sur deux régions, la première entre Skikda et Bejaia et la deuxième entre Ain Temouchent et Tlemcen, ont révélé des indicateurs positifs, eu égard aux richesses importantes en gaz naturel que recèlent ces deux sites importants, a précisé le ministre lors d'une plénière au Conseil de la nation.

P 3

ARTISANAT

360 milliards de DA de production en 2023

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a annoncé, jeudi à Oran, que le secteur de l'Artisanat a contribué à hauteur de 360 milliards de dinars au Produit national brut en 2023. Le ministre a indiqué, dans une allocution qu'il a prononcée lors de sa supervision de la cérémonie inaugurale de la 25ème édition du Salon international de l'artisanat, au Centre des conventions d'Oran (CCO), que « le secteur de l'Artisanat représente une force économique ayant contribué par un apport de 360 milliards de dinars à la formation du Produit national brut en 2023 ».

P 5

COSOB

**144 projets financés par
les sociétés de capital-
investissement** P 2

AAPI

**7.230 projets
enregistrés jusqu'au
18 mai dernier** P 4

DÉVELOPPEMENT DES CULTURES
AGRICOLAS STRATÉGIQUES

**Cherfa annonce la
création d'une entreprise
publique** P 5

QUALITÉ

Signature d'un accord
en matière de
formation entre la
CACI et le LNE

Un accord de coopération en matière de formation relative à la qualité a été signé, jeudi à Alger, entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et le Laboratoire national d'essais (LNE). Cet accord a été signé en marge d'une journée d'information et de sensibilisation organisée par le LNE pour faire connaître ses missions, ses services et son rôle dans la promotion du produit national, et ce, par le chargé de la gestion de la CACI, Hocine Zaoui et la directrice générale du LNE, Nawel Necib. Cet accord a pour objectif d'améliorer les compétences et les potentialités des entreprises économiques, en vue de renforcer la qualité des services et des produits algériens, mais aussi pour répondre aux exigences du marché national, selon les explications fournies à cette occasion. Un autre accord a été signé entre le Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE) et le LNE, dans le cadre du développement de l'action des laboratoires d'analyses de la qualité et de répression de la fraude. Dans une allocution à l'occasion, la DG du LNE, a mis en avant l'importance du rôle de cet organisme, doté d'équipements et de moyens de pointe pour contrôler la qualité des produits fabriqués localement et importés, et s'assurer de leur conformité aux normes internationales en vigueur. L'activité du LNE intervient en réponse aux besoins des opérateurs économiques et des entreprises productrices, dans le but de protéger le produit national et de renforcer sa compétitivité aux marchés internationaux, a ajouté Mme Necib.

EN CONCRÉTISATION DE LA VISION STRATÉGIQUE
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Création d'un grand groupe
public de construction ferroviaire

S'inscrivant dans la vision stratégique économique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en application de ses directives, le Conseil des Participations de l'Etat (CPE), a acté, jeudi, la création d'un grand groupe public dédié à l'ingénierie et à la réalisation des projets ferroviaires, à travers la reconfiguration du secteur public des infrastructures ferroviaires.

Par R.E.

La création de ce groupe public a été actée lors de la 184 session du CPE, tenue sous la présidence du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui. L'approche retenue vise à mettre à profit l'important programme ferroviaire décidé pour mettre en synergie les capacités d'ingénierie et de réalisation des entreprises publiques spécialisées dans le domaine de la construction ferroviaire, dans le cadre d'un regroupement cohérent de leurs capacités et de leur savoir-faire. Dans ce cadre, le modèle organisationnel projeté est axé sur la constitution d'un grand groupe formé par une société mère EPE/SPA, à laquelle

sont rattachées quatre (04) filiales spécialisées dans le ferroviaire, à savoir les entreprises publiques économiques Setirail Spa, spécialisée dans l'ingénierie ferroviaire (études et suivi des travaux), Infrarail Spa, spécialisée dans les travaux d'infrastructures ferroviaires, Railelect Spa, spécialisée dans l'électrification ferroviaire et Infrafer Spa, en charge des infrastructures et de production d'agrégats. Ainsi, l'Algérie sera dotée d'une entité d'envergure, d'ingénierie et de réalisation dans le domaine ferroviaire, à même de répondre aux grands projets ferroviaires structurants, décidés par le Président de la République dans l'optique d'un maillage ferroviaire du territoire, par la densification du réseau, ce qui

requiert une mobilisation conséquente des capacités nationales d'ingénierie et de réalisation. La création de ce groupe vise, dans le cadre d'une vision stratégique, à conforter l'autonomie technologique du pays, renforcer la position des entreprises nationales face à la rude concurrence étrangère, en augmentant les capacités de négociation face ou avec les groupes étrangers, améliorer la maîtrise du management, par une mutualisation des ressources et une économie d'échelle, notamment en matière d'approvisionnement, et, enfin, induire des effets d'entraînement sur les entreprises nationales hors portefeuille, notamment les sous-traitantes, en amont et en aval de la chaîne de valeur.

HYGIÈNE, SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

L'état des lieux et les perspectives en Algérie en débat

L'état des lieux, les enjeux et les perspectives de l'hygiène, santé et environnement (HSE) en Algérie, a constitué, jeudi à Alger, le thème d'une rencontre mettant l'accent sur la nécessité de développer la culture autour de ce domaine important. "C'est un domaine important et sensible. Ce pourquoi nous nous sommes réunis au-

jourd'hui afin de sensibiliser les différents acteurs sur la nécessité de développer la culture de la sécurité et de l'hygiène partout", a déclaré à l'ouverture de ce séminaire, son co-organisateur, le Dr Zoubir Sahraoui, président de l'Association nationale de Prévention, de Sécurité et d'Environnement (ANPSE). Une rencontre co-organisée avec le

Club algérien d'Excellence et de Hautes compétences (ACEHC) et l'Ecole nationale polytechnique (ENP), en célébration de la Journée mondiale du HSE et en présence d'un nombre de chercheurs, d'enseignants et d'étudiants concernés par cette spécialité. M. Sahraoui a indiqué que son association œuvre à la création d'un espace de concerta-

tion et de dialogue entre les acteurs des secteurs de la santé, de la sécurité et de l'environnement au niveau national, ajoutant que des rencontres sont prévues afin de discuter des acquis et des aspects nécessitant des améliorations en matière de HSE, dont notamment l'aspect juridique.

COSOB

144 projets financés par les sociétés de capital-investissement

Plus de 140 projets ont été financés par les sociétés de capital-investissement en Algérie, a indiqué jeudi à Alger le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), Youcef Bouzenada, soulignant l'importance de vulgariser ce mode de financement alternatif auprès des entreprises, notamment les PME. «En Algérie, 144 projets ont été financés, jusqu'à juin 2023, par les cinq sociétés de capital investissement agréées par la Cosob, et ce, pour un montant global de 6,7 milliards de dinars», a déclaré M. Bouzenada, lors d'une Journée d'information sur «la promotion du financement par le capital-investissement», organisée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) en collaboration avec la

Cosob. Affirmant le potentiel de ce financement alternatif auprès des entreprises du pays, le même responsable a indiqué que le capital global de l'ensemble de ces cinq sociétés est de 19 milliards de dinars, «ce qui représente une importante capacité de financement pouvant être orientée vers les projets enregistrés au niveau de l'AAPI». Dans ce sens, le président de la Cosob a évoqué l'intérêt du thème de la rencontre, expliquant que le financement via les sociétés de capital-investissement est un moyen alternatif qui offre plusieurs avantages aux entreprises financées, notamment celles qui n'ont pas accès au crédit bancaire. «A travers cet outil, l'entreprise bénéficie d'un financement important tout en évitant de s'acquitter d'intérêts. Il

offre un accompagnement et une expertise de la part des sociétés de capital-investissement au profit de l'entreprise financée», a-t-il fait savoir. «Les sociétés de capital-investissement ont un rôle important à jouer en tant qu'outil de financement alternatif, notamment dans l'accompagnement des PME, la gouvernance et la bonne gestion de ces entreprises», a estimé de son côté le directeur général, Omar Rekkache, mettant en avant l'impératif de coordonner les efforts entre les différents acteurs concernés pour offrir «une meilleure visibilité» de ce type de financement au niveau de l'écosystème de l'investissement. Présent également à cette rencontre, réunissant plusieurs autres représentants patronaux, le président du Conseil du renouveau économique al-

gérien (CREA), Kamel Moula, a pour sa part relevé l'intérêt de diversifier les moyens de financement à travers ce type de financement, peu répandu en Algérie. «Pour l'investissement, la question du financement est centrale. Il est important d'aller vers les moyens de financement alternatifs pour que chaque entreprise puisse trouver celui qui lui convient», a souligné Moula. A noter que le capital-investissement est un mode de financement, à travers des sociétés spécialisées visant la prise de participation dans les entreprises financées. L'Algérie compte cinq sociétés de capital investissement: Algerian Investment Fund (AIF), El Djazair Istithmar, Icosia Capital SPA, Algerian Startup Fund (ASF) et la Société financière algérienne de participation (Finalep).

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN PROTOCOLE D'ACCORD VIENT D'ÊTRE SIGNÉ AVEC SONATRACH

ExxonMobil veut s'implanter en Algérie

Une bonne nouvelle pour le secteur des hydrocarbures en Algérie. La major pétrolière américaine « ExxonMobil » a signé, avant-hier, un protocole d'accord avec le groupe public « Sonatrach ». Les deux parties vont étudier les possibilités de développement des ressources en hydrocarbures dans les bassins de l'Ahnet et du Gourara en Algérie, lit-on dans un communiqué de Sonatrach. La conclusion de ce protocole d'accord avec la société américaine était le fruit des efforts déployés par les deux parties pour relever les défis et identifier les opportunités futures.

Par Sirine R

En effet, la signature de ce protocole s'inscrit dans le cadre de la vision adoptée par l'Algérie pour le développement de l'industrie énergétique et qui témoigne également sur « l'intérêt affiché par la compagnie américaine ExxonMobil à l'investissement en Algérie ». Qualifiant ce Protocole d'accord d'histoire, le Pdg du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a déclaré que ce dernier devait permettre de développer une coopération mutuellement bénéfique tout au long de la chaîne des valeurs de l'industrie des hydrocarbures en Algérie. Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie de signature qui s'est déroulée au siège de la direction générale du Groupe, M. Hachichi a estimé que « la signature de ce Protocole historique avec notre partenaire ExxonMobil, avec pour objet, le développement d'une coopération mutuellement bénéfique tout au long de la chaîne des valeurs de l'industrie des hydrocarbures en Algérie, notamment dans les domaines de l'exploration et de la production, permettra de franchir un grand pas en matière de relance et de valorisation de nos ressources énergétiques ce qui permettra à notre pays d'amorcer une nouvelle étape de développement durable ».

Pour M. Hachichi, ce protocole d'accord « ne constitue pas seulement une volonté commune de développer un partenariat sérieux et privilégié, mais vise, également, la concrétisation d'une vision commune entre Sonatrach et ExxonMobil, ce qui permettra aux deux parties d'examiner les voies et moyens d'exploiter les énormes potentialités en ressources énergétiques en Algérie ». Sonatrach tend à travers ce « partenariat gagnant-gagnant », à profiter de l'expérience pionnière de la compagnie américaine et de ses capacités technologiques dans le domaine du pétrole et du gaz, a ajouté le PDG. A cet égard, M. Hachichi a souligné que la décision de la compagnie américaine de signer ce protocole « témoigne de sa prospection du grand potentiel du secteur minier algérien, et reflète la confiance dont jouit Sonatrach en tant que partenaire fiable capable de développer un partenariat bénéfique et fructueux ». Par ailleurs, il a réitéré « la détermination de l'Algérie, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à intensifier les programmes d'investissement et à tirer profit des partenariats bénéfiques, afin de renforcer davantage les taux de croissance économique et de diversifier l'économie en vue de réaliser la prospérité sociale ».

« L'Algérie, destination attractive pour l'investissement »

De son côté, le vice-président chargé de l'exploration et des nouvelles Opportunités d'ExxonMobil, John Ardill, a indiqué que « le protocole d'accord signé après plus de deux (2) ans de préparation et de concertation entre les deux parties, constitue une première étape importante dans la création d'un partenariat qui contribuera à libérer davantage le potentiel de développement des ressources énergétique de l'Algérie ». Après avoir présenté l'expérience, l'expertise et les capacités technologiques d'ExxonMobil en matière de développement des hydrocarbures, M. Ardill a indiqué que la signature de ce protocole « assoit les bases et le cadre approprié d'un partenariat solide entre les deux parties pour libérer le potentiel des hydrocarbures en Algérie, qui constitue une destination attractive pour les investissements dans le secteur du pétrole et du gaz ». Dans le même sillage, le responsable a affirmé l'engagement d'ExxonMobil à « œuvrer de concert avec Sonatrach pour le transfert de l'expertise et contribuer au renforcement de la place de l'Algérie en tant que puissance énergétique mondiale ».

RÉALISATION DE NOUVELLES INSTALLATIONS AU GISEMENT GAZIER DE HASSI R'MEL Sonatrach attribue un contrat à un consortium

Le groupe Sonatrach a annoncé la signature d'un contrat avec le consortium BakerHughes / Nuovo Pignone International & Tecnimont pour la réalisation de nouvelles installations au niveau du gisement gazier de Hassi R'Mel. « SONATRACH a procédé, ce jour, à la signature d'un contrat avec le Consortium Baker Hughes / Nuovo Pignone International Srl & Tecnimont S.p.A relatif à la réalisation des installations de Boosting, Phase III – Etape 2, du Gisement gazier de Hassi R'Mel, plus grand gisement de gaz naturel en Algérie et du continent africain, ayant pour objectif d'accompagner la déplétion naturelle de ce gisement en vue d'assurer le maintien du plateau de production à 188 millions Sm3/j » rapporte le communiqué. « Le contrat consiste en la réalisation en EPC de trois (03) étages de compression au niveau du Centre, Nord et Sud avec un total de 20 Turbo-compresseurs, la réadaptation du réseau de collecte du gaz existant, la réalisation de 03 unités de démercurisation du condensat, la banalisation entre les trains de traitement des unités de production de Hassi R'mel et les tie-in des utilités (réseau eau anti-incendie, air instrument, air service, système diesel, système de torche et système d'azote) » explique la même source. « Les délais de réalisation de ce projet sont respectivement de 33, 36 et 39 mois, pour les stations de Boosting Centre, Nord et Sud, avec des mises en service respectives des étages de Boosting en Octobre 2026, Janvier 2027 et Avril 2027, respectivement. La réalisation de ce projet permettra ainsi le maintien du niveau de production en gaz, la satisfaction des besoins du marché local et le respect des engagements commerciaux de SONATRACH à l'international » souligne Sonatrach.

EXPLORATION OFFSHORE DES HYDROCARBURES

Des indicateurs positifs, affirme Arkab

Par Réda Hadi

Le ministre l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab Mohamed, a affirmé, jeudi à Alger, que les études en cours sur l'exploration offshore des hydrocarbures en Algérie avaient révélé des « indicateurs positifs », notamment en ce qui concerne le gaz naturel. Ces études menées sur deux régions, la première entre Skikda et Bejaia et la deuxième entre Ain Temouchent et Tlemcen, ont révélé des indicateurs positifs, eu égard aux richesses importantes en gaz naturel que recèlent ces deux sites importants, a précisé le ministre lors d'une plénière au Conseil de la nation. Il a indiqué que l'exploration offshore des hydrocarbures figurait parmi « les programmes mis en place par l'Etat pour le développement du secteur minier, pétrolier et gazier, et que les études sont en cours pour déterminer les meilleures techniques d'exploration ». Et ce n'est qu'une fois, toutes les conditions réunies, que sera lancée l'exploitation affirme M Arkab. Le ministre a, dans ce cadre, précisé que seulement 47% du domaine minier national a été exploré, et ce, dans le Nord, les Hauts Plateaux, et le Sud du pays. Et d'ajouter: « Nous avons encore du chemin à faire notamment avec l'exploration offshore compte tenu des indicateurs sûrs et très importants que nous exploiterons en temps voulu ». Or l'Algérie selon des observa-

teurs, même si elle privilégie l'exploitation offshore, celle-ci, elle entre dans un cadre bien défini. L'exploitation offshore du gaz, représente une opportunité certaine, car entre autres, l'Algérie avait intégré dans sa stratégie l'intensification de la production de gaz en tant que priorité pour en faire une ressource accompagnant le développement de différentes énergies, à l'instar des énergies renouvelables (EnR) et que des discussions étaient dans leur phase finale concernant le projet de raccordement électrique entre l'Algérie et l'Europe via l'Italie. Une politique assumée par les pouvoirs publics, qui assurent que tous ces projets, n'impacteront en aucune façon les engagements internationaux de réduction des émissions de polluants que notre pays a signé. Rassurant l'opinion tant nationale qu'internationale, Arkab, a affirmé, lors de la même session, que l'Algérie honorait ses engagements internationaux en matière de réduction des émissions de polluants dans le secteur des hydrocarbures à travers plusieurs projets d'investissement visant à réduire le volume de gaz torchés dans les installations énergétiques mais aussi par le biais des projets de reboisement d'envergure qui seront concrétisés par le groupe Sonatrach. Celui-ci a précisé que l'Algérie, à l'instar des autres pays exportateurs, s'emploie à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 7 à

22% d'ici 2030 et à ramener le volume total de gaz torchés à moins 1%. Et de préciser, que cela passe par les mesures et dispositions que l'Algérie s'attèle à mettre en œuvre pour surveiller et contrôler les émissions, en collaboration avec nos partenaires nationaux et internationaux et de rappelé, que le groupe Sonatrach comptait mettre en œuvre un programme ambitieux de séquestration naturelle du carbone, avec le concours de la Direction générale des forêts (DGF), à travers la plantation de 420 millions d'arbres sur une superficie de 520.000 hectares dans le sud du pays. L'Algérie a opté pour un développement décarboné massif, conciliant développement et protection environnementale. Et c'est dans cette optique, que ce projet d'envergure, prévu sur 10 ans, allie lutte contre le changement climatique, reboisement et développement socioéconomique des régions concernées, ce qui créera des milliers d'emplois et améliorera l'environnement et les conditions de vie de la population. Par ailleurs, et dans le cadre de la décarbonation, Arkab a fait état, de la mise en place d'une commission ad hoc regroupant toutes les parties concernées par la question de la réduction des émissions de méthane en vue de l'élaboration d'une feuille de route pour la création d'un outil national de détection, d'évaluation et de réduction des émissions de méthane. Plusieurs projets sont en cours de

réalisation par Sonatrach et ses partenaires. A cela, l'Algérie a opté pour que le pollueur soit le payeur. En effet, il n'y a pas, à ce jour, une taxe internationale unifiée sur les émissions de gaz à effet de serre appliquée particulièrement aux pays exportateurs de gaz, M. Arkab a affirmé que les mesures prises visaient dans l'ensemble à renforcer les objectifs de protection de l'environnement et du climat. L'Union européenne (UE) est en train de mettre en place le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), devant imposer des taxes sur les émissions de CO2 pour les produits à forte empreinte carbone importés par l'UE comme l'acier, le ciment, les engrais, le verre et l'aluminium, et l'Algérie dans toutes ses projections, en a tenu compte. Arkab a, par ailleurs, évoqué le programme de modernisation du groupe Sonatrach, visant, grâce à un budget de 50,3 milliards USD pour la période 2024-2028, à augmenter les réserves d'hydrocarbures du pays et de la production primaire, et ce, par l'intensification des efforts de prospection et d'exploration et l'amélioration de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures à l'aide de techniques modernes. Le groupe a également consacré 416 millions USD à des projets environnementaux, dont 67 millions USD pour des projets d'énergie solaire et 68 millions USD pour des projets de production d'hydrogène.

MONNAIES

L'euro se redresse face au dollar

L'euro profitait jeudi d'une accélération de la reprise économique en zone euro au mois de mai plus rapide qu'attendue, modérant quelque peu l'imminence d'éventuelles baisses de taux. La monnaie unique européenne prenait 0,11% face au billet vert à 1,0836 dollar, et gagnait 0,18% face à la livre, à 85,26 pence pour un euro. La croissance de l'activité du secteur privé s'est accélérée dans la zone euro en mai, selon l'indice PMI composite Flash publié jeudi par S&P Global, qui s'est redressé à 52,3 en mai contre 51,7 en avril, atteignant son plus haut niveau depuis 12 mois. Calculé sur la base de sondages d'entreprises, cet indice indique ici une progression de l'activité, par ailleurs plus élevée qu'attendue, les économistes l'ayant envisagé à 52,0 en mai. Un chiffre supérieur à 50 signale en effet une croissance, tandis qu'un chiffre en deçà indique une contraction. De son côté la livre s'effritait de 0,06% à 1,2708 dollar, après la publication d'un indice similaire en repli pour le Royaume-Uni, à 52,8 en mai, là où le consensus d'économistes s'attendait à 54,1 ce mois-ci, le même chiffre qu'en avril. Par la devise nippone a effectué une nouvelle glissade, jeudi, assommée par des indicateurs témoignant d'un regain économique tant aux Etats-Unis qu'en Europe, qui conduit les cambistes à s'interroger sur la trajectoire monétaire des grandes banques occidentales. Vers 19H35 GMT, le billet vert s'octroyait 0,07% par rapport à la devise nipponne, à 156,92 yens pour un dollar. Plus tôt, la monnaie unique était elle montée au-dessus du seuil symbolique des 170 yens, ce qu'elle n'a fait qu'une fois depuis 1992, fin avril.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

AAPI

7.230 projets enregistrés jusqu'au 18 mai dernier

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré jusqu'au 18 mai dernier, 7.230 projets d'investissement déclarés d'une valeur globale de 3.340 milliards de dinars, a indiqué jeudi à Alger son directeur général, Omar Rekkache. Lors d'une Journée d'information sur "la promotion du financement par le capital-investissement", organisée par l'AAPI en collaboration avec la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), M. Rekkache a

fait savoir que 85 % de ces projets concernent des PME. Le même responsable a indiqué que 65 % des entreprises enregistrées ont déclaré un montant d'investissement inférieur à 150 millions de dinars, soulignant l'intérêt du financement de ce type d'entreprises via des mécanismes "alternatifs" notamment le capital-investissement. Interrogé lors d'un point de presse en marge de cette rencontre sur la question du foncier industriel, le directeur général de l'AAPI a affirmé que la plateforme de

l'investisseur était ouverte de manière continue. "Les assiettes foncières aménagées y sont proposées au fur et à mesure de leur disponibilité", a-t-il dit. "Actuellement, près de 50 % des décisions temporaires accordées ont été transformées en décision définitives et dont les bénéficiaires ont obtenu leurs contrats de concession", a-t-il indiqué, ajoutant qu'à partir de dimanche prochain, plusieurs grands projets vont également recevoir leurs contrats de concession dans plusieurs wilayas.

ANNÉE SCOLAIRE 2023-2024

Les examens de rattrapage prévus du 23 au 27 juin

Le ministère de l'Education nationale a arrêté, jeudi, le calendrier des examens de rattrapage au titre de l'année 2023-2024, durant la période allant du 23 au 27 juin pour les trois cycles d'enseignement, indique un communiqué du ministère. Les examens de rattrapage pour les 2e, 3e, et 4e années du cycle primaire auront lieu les 23 et 24 juin, et ceux du cycle moyen, le 26 et 27 juin pour les 1ère, 2e et 3e années, tandis que les examens de rat-

trapage pour les 1ère et 2e années secondaires se dérouleront les 23 et 24 juin. Quant aux résultats, ils sont connus le 27 du même mois, précise le communiqué. Dans ce cadre, le ministère veille à ce que tous les établissements éducatifs s'engagent à organiser ces épreuves pour tous les cycles d'enseignement "sans exception aucune", soulignant que ces examens "concernent les élèves ayant obtenu une moyenne annuelle allant entre

4,50 et 4,99/10 pour le cycle primaire, et entre 9 et 9,99/20 pour les cycles moyen et secondaire". D'autre part, les examens de rattrapage seront organisés dans "les matières dans lesquelles les élèves n'ont pas obtenu la moyenne requise concernant les cycles primaire et moyen, et dans deux matières seulement parmi les matières où les élèves n'ont pas obtenu la moyenne pour le cycle secondaire", a indiqué la même source. L'annonce et la

communication des dates des examens de rattrapage des trois cycles aux élèves concernés et leurs parents, se feront jeudi 23 mai, à travers tous les moyens disponibles, notamment sur les sites électroniques et les pages officielles des directions de l'Education, ajoute le même communiqué. A noter que cette mesure exclut les élèves qui passeront les épreuves du Baccalauréat et l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM).

TASSILI AIRLINES

Lancement d'un nouveau site web d'achat en ligne

La compagnie aérienne Tassili Airlines a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement de son nouveau site web d'achat des billets en ligne. "Tassili Airlines est fière d'annoncer le lancement de son nouveau site web, une plateforme innovante conçue pour améliorer l'expérience utilisateur et de réservation de nos clients", précise le communiqué. Ce nouveau site web, accessible sur www.tassiliairlines.dz, offre une interface utilisateur intuitive et des fonctionnalités avancées qui permettent aux voyageurs de rechercher et de réserver les vols grâce au processus de réservation optimisé des vols avec facilité, selon la compagnie. Il permet, également, de comparer les options des tarifs pour trouver les meilleures offres, de sélectionner des sièges à bord, de gérer et modifier les réservations et de s'enregistrer en ligne avant le vol, ajoute la même source. Le nouveau site web d'achat en ligne de Tassili Airlines permet également "le paiement en ligne IATA PAY, par cartes CIB et Edahabia, de prendre connaissance des offres personnalisées, profiter des offres sur mesure adaptées aux préférences de voyage et de s'informer en temps réel". A cet effet, la compagnie na-

tionale invite ses clients à visiter ce nouveau site web dès ce jeudi afin d'explorer toutes les possibilités qu'il offre. Tassili Airlines, filiale à 100% du groupe Sona-

trach, est certifiée Safe & Secure par l'audit international IOSA, a tenu à rappeler la compagnie aérienne.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Mai 2024

Prix du détail ¹		أسعارالتجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	79	92	65	البطاطا
	Tomate	76	87	65	الطماطم
	Oignon sec	96	105	87	البصل الجاف
	Ail sec	421	489	353	الثوم الجاف
	Ail vert	107	121	94	الثوم الأخضر
	Carotte	69	77	61	الجزر
	Navet	92	101	84	لفت
	Petit pois	240	266	214	الجلبانة
	Fève verte	103	114	91	الفول الأخضر
	Courgette	93	103	82	الكوسة
	Haricot vert	256	279	234	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	118	132	105	الخس
Fruits frais	Pomme locale	458	579	337	التفاح المحلي
	Datte	535	664	406	التمر
	Orange	188	232	143	البرتقال
	Citron	160	178	142	الليمون
	Banane	381	395	367	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1707	1836	1577	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	371	384	357	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)

ARTISANAT

360 milliards de DA de production en 2023

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a annoncé, jeudi à Oran, que le secteur de l'Artisanat a contribué à hauteur de 360 milliards de dinars au Produit national brut en 2023. Le ministre a indiqué, dans une allocution qu'il a prononcée lors de sa supervision de la cérémonie inaugurale de la 25ème édition du Salon international de l'artisanat, au Centre des conventions d'Oran (CCO), que «le secteur de l'Artisanat représente une force économique ayant contribué par un apport de 360 milliards de dinars à la formation du Produit national brut en 2023».

Synthèse Sirine R

Il a affirmé, d'autre part, que son département ministériel veille à accompagner les artisans, dont le nombre dépasse 1.1 million artisans, répartis à travers trois créneaux d'activité, à savoir l'artisanat d'art, de production et des services, précisant que "le secteur est à vocation économique à tout point de vue, considéré comme un des affluents du développement local et producteur de richesse ". Evoquant le Salon, le ministre a déclaré que la présente édition est marquée par la participation de plus de 400 artisans et artisanes des 58 wilayas, dont 58 représentent des pays frères et amis, à l'instar de la Palestine, l'Egypte, le Tunisie, la Libye, la République arabe sahraouie démocratique, la Mauritanie, le Mali et le Niger, avec une présence remarquée de la femme artisane. Pour sa part, le directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, Ab-

delkrim Barki a déclaré que le fichier national de l'artisanat et des métiers dénombre plus de 452.000 artisans et artisanes, qui activent dans diverses activités de ce secteur. Il a indiqué dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la 25ème édition du Salon international de l'artisanat, qui se tient au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, que "ces artisans sont répartis dans des proportions à peu près égales entre les deux sexes et exercent dans 339 activités". Le même responsable a déclaré que le défi important pour le secteur est «la numérisation, car nous avons émis une nouvelle carte numérique pour les artisans et développé de nouvelles méthodes d'enregistrement au niveau des chambres. Nous avons entamé sérieusement la numérisation du secteur, et ce en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur la nécessité de numériser tous les secteurs».

Au sujet du Salon international de l'artisanat, organisé sous la tutelle du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et qui se poursuivra jusqu'au 27 mai en cours, M. Barki a souligné la forte présence féminine, qui représente 53% de la participation totale, précisant que 18 organismes qui soutiennent et accompagnent les artisans participent à cet événement. L'objectif principal de cette manifestation est, selon le même interlocuteur, d'ouvrir la voie à l'échange d'expériences et de susciter l'émulation entre les artisans algériens et étrangers, le but étant de faciliter la création de nouvelles idées et permettre au secteur de l'artisanat d'avancer et de se développer. Le salon vise à donner aux artisans la possibilité d'écouler leurs produits, car l'opération de commercialisation est une garantie de la continuité et de la pérennité du métier et, partant, la préservation du patrimoine, des us et des coutumes, a expliqué la même source.

MOKHATAR DIDOUCHE

«Le renforcement du parc hôtelier entraînera la baisse des prix»

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Mokhtar Didouche a souligné, jeudi soir à Oran, que le renforcement du parc hôtelier entraînera une baisse des prix dans les établissements hôteliers. Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, que le renforcement du parc hôtelier se traduira par une offre supérieure à la demande et entraînera ainsi une baisse des prix liés à l'hébergement. M. Didouche a, en outre, relevé que la wilaya d'Oran est devenue un pôle touristique par excellence, grâce au renforcement du parc hôtelier et aux projets d'investissement dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie. Au cours de cette visite, le ministre a passé en revue les travaux d'aménagement de la plage de Mers El-Hadjadj (à l'est de la wilaya) et a inspecté un projet d'hôtel cinq étoiles situé à proximité de la même plage, qui ouvrira ses portes au début de la saison estivale. Le ministre a également reçu un exposé sur les préparatifs liés à la saison estivale, présenté par la Direction du Tourisme et de l'Artisanat.

Lancement du Prix de la meilleure œuvre médiatique touristique

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a lancé, en collaboration avec le ministère de la Communication, le Prix de la meilleure œuvre médiatique touristique, fixant le 15 juin comme date butoir de dépôt des dossiers, a indiqué

jeudi un communiqué du ministère de la Communication. "Ce prix, lancé à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du tourisme (25 juin) comprend les catégories suivantes: meilleur article touristique, meilleur reportage télé-

visé, meilleur reportage radiophonique, meilleur site web pour la promotion du tourisme algérien et meilleure application numérique", précise la même source. Cette initiative, ajoute le communiqué, vise à "promouvoir la destination touris-

tique Algérie et à la faire connaître au niveau national et international, tout en mettant en avant les efforts déployés par les autorités supérieures du pays dans le développement des atouts du tourisme interne". A cet effet, les journalistes

souhaitant participer doivent envoyer leurs travaux par courriel à l'adresse: Ces4@ministerecommunication.gov.dz ou les déposer au niveau ministère de la Communication sis Rue Marcello Fabbri, Bir Mourad Rais, Alger.(APS)

DÉVELOPPEMENT DES CULTURES AGRICOLES STRATÉGIQUES

Cherfa annonce la création d'une entreprise publique

Synthèse R E.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a annoncé, jeudi à Alger, la restructuration du Groupe de valorisation des produits agricoles (GVAPRO) en Entreprise publique économique par actions pour développer les cultures agricoles stratégiques. Intervenant devant la Commission de l'agriculture et du développement rural du Conseil de la nation sur "le cadre juridique des fermes pilotes et des coopératives agricoles et leur rôle dans la nouvelle orientation agricole", en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Cherfa a précisé que «cette démarche vient conformément aux nouvelles orientations du secteur agricole et en exécution des instructions de Monsieur le président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres du 18 février 2024». Cette nouvelle entreprise est chargée du développement des cultures stratégiques, notamment les légumineuses, les graines oléagineuses

dont le tournesol, et les arbres résistants tels que l'arganier et le pistachier, en sus de la multiplication des semences, a fait savoir le ministre. Au total, 174 unités de production agricole, d'une superficie globale de plus de 114.000 hectares de terres cultivables, ont été rattachées à l'entreprise, avec la création de quatre sociétés en charge de quatre filières. L'EPE-SPA SODELSEC sera responsable de la filière des légumineuses, qui s'est vue attribuer une superficie de plus de 38.500 hectares pour la culture de légumineuses telles que les lentilles et les pois chiches, tandis que l'EPE-SPA SO-DEOL sera chargée de la filière des graines oléagineuses, à laquelle il est attribuée une superficie de plus de 33.300 hectares pour la culture de plantes oléifères, y compris la production de graines de tournesol. La branche des arbres résistants sera prise en charge par l'entreprise "EPE-SPA SODEAR", qui a dédié une superficie de 2.925 hectares à la plantation d'arganiers et 1.400 hectares aux pistachiers, tout en confiant à la société "EPE-SPA SODESEM" la branche

d'intensification des semences sur une superficie de 21.000 hectares. Dans ce contexte, un plan d'action qui s'étend sur trois ans a été mis en place pour la réalisation des objectifs tracés en vue de développer les cultures stratégiques au niveau des unités de production agricole, selon M. Cherfa qui a indiqué que le secteur «est en passe d'élaborer un plan d'investissement comprenant la mobilisation des ressources hydriques, l'acquisition de matériel agricole, d'intrants, et de plants d'arbres résistants, afin de concrétiser la nouvelle vision en matière d'agriculture».

Les unités de production agricole remplacent les fermes pilotes

«A travers cette nouvelle vision, le secteur tend à reconsidérer les potentialités agricoles que recèle l'Algérie, en s'appuyant sur le plan des cultures stratégiques et la création d'unités de production agricole», a rappelé le ministre. M. Cherfa a, en outre, souligné que son département ministériel a restructuré les

fermes pilotes pour les transformer en unités de production agricole appartenant à l'Etat et spécialisées dans la production et le développement des filières stratégiques, à l'instar des légumineuses, de l'intensification des semences, des graines oléagineuses et des arbres résistants, notant qu'il s'agissait d'une mise en œuvre des décisions de la 183e session du Conseil des participations de l'Etat (CPE), tenue le 6 mars 2024. Le ministre a affirmé que l'approche de création des unités de production agricole constituait «un cadre idoine» à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie, et ce, à travers une définition précise de leurs spécialités, notamment dans les filières agricoles stratégiques. En outre, cette approche assure «le maintien des activités agricoles dans ces espaces, et garantit la préservation de leur vocation agricole pour laquelle ils ont été créés en premier lieu, contribuant ainsi au développement de la production nationale, à la réduction de la facture d'importation et au renforcement de la sécurité alimentaire », selon le ministre.

ORAN

Ouverture de la 25^e édition du Salon international de l'Artisanat SIAT 2024

La 25^{ème} édition du Salon international de l'Artisanat (SIAT 2024) a été ouverte, jeudi au Centre des conventions d'Oran Ahmed Benahmed sous la supervision du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche. Cette manifestation, qui connaît la participation de 323 artisans de différentes régions du pays, ainsi que de 64 artisans étrangers de Tunisie, Palestine, République Arabe Sahraouie Démocratique, Egypte, Sénégal, Mauritanie, Niger et Italie, offre un espace pour échanger les expériences, encourager l'innovation et commercialiser leurs produits traditionnels. Ce rendez-vous représente une occasion propice pour les artisans et les acteurs du secteur de se rencontrer afin d'échanger les expériences et les idées, ainsi que de promouvoir les produits artisanaux traditionnels, de mettre en valeur les compétences artisanales et les dernières évolutions dans ce domaine, selon les organisateurs. Il se concentrera également sur les différents développements du secteur, notamment l'introduction de la numérisation, sachant que l'accent sera mis sur la nécessité de la généraliser et de l'utiliser dans la promotion et le marketing. Cette 25^{ème} édition du Salon international de l'Artisanat sera également l'occasion de faire découvrir les activités artisanales les plus importantes nécessitant une protection, notamment la fabrication de paniers traditionnels, la poterie, le cuivre (dinanderie) et la céramique.

BOUIRA

40 conventions pour la gestion des déchets

Des conventions portant sur la collecte et la gestion des déchets sont en cours de signature entre l'Entreprise publique industrielle et commerciale (Epic) 'Nadhif' et des communes de Bouira pour atteindre, d'ici à juin prochain, quarante conventions signées, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de l'environnement de la wilaya.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue au siège de la wilaya et animée conjointement avec les directions de la Santé et des Ressources en eau, le directeur de l'environnement, Nour Islam Djaârane, a affirmé que le nombre de communes concernées par la signature de conventions avec l'entreprise Nadhif atteindra 40 d'ici au 20 juin prochain. Ces conventions portent sur la gestion et surtout la collecte de tous types de déchets ainsi que leur traitement et transfert vers les Centres de enfouissement technique (CET) de la wilaya a expliqué M. Djaârane. Le même responsable a reconnu les insuffisances en matière de collecte de déchets à travers quelques communes de la wilaya et qu'il attribue, entre autres, aux responsables municipaux locaux, qui, a-t-il dit, doivent agir en conséquence face à la prolifération

des déchets ménagers et industriels. Face à l'ampleur du phénomène de jet anarchique d'ordures, le directeur de l'environnement a relevé que son secteur travaille sans relâche pour éradiquer tous les points noirs recensés à travers quelques communes. Nous allons éradiquer trois décharges sauvages créées à Kadiria, Lakhdaria et Aomar a-t-il déclaré à la presse. Selon le même responsable, le manque de civisme chez certains citoyens, commerçants et industriels, est l'une des causes principales de cette pollution qui menace la santé humaine et animale dans notre wilaya. Dans la commune d'El Adjiba (Est de Bouira), une grande décharge sauvage longeant tout l'oued Sahel qui traverse cette petite ville, constitue une véritable menace pour la santé des habitants. Les citoyens de

cette région ont, à plusieurs reprises, signalé cette décharge sauvage, d'où se dégagent des odeurs nauséabondes et des gazes toxiques, selon les habitants locaux. A propos de ce problème, le directeur de l'environnement a assuré que les services de l'environnement se déplaceront sur les lieux pour prendre des mesures avec les services communaux d'El Adjiba afin d'éradiquer cette décharge sauvage. Pour ce qui est du chef-lieu de wilaya, M. Djaârane a fait savoir qu'un accord a été signé entre la commune de Bouira et l'Agence nationale des déchets (AND) pour faire des études et établir un schéma directeur de la gestion des déchets. Une fois ce schéma mis en œuvre, la ville de Bouira aura mis fin au problème des ordures, a estimé le même responsable.

BÉCHAR

Vers la réalisation de trois stations de recharge pour véhicules électriques

Un projet de réalisation de trois (3) stations de recharge pour véhicules électriques a été retenu au profit de la wilaya de Béchar, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz-distribution). Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan stratégique du Groupe Sonelgaz visant à installer un millier de

bornes de recharge de véhicules électriques à travers le pays avant fin 2024, a précisé à l'APS, la chargée de communication à la direction de Sonelgaz, Linda Mekkaoui, signalant que les stations prévues sont projetées au niveau de l'université Tahri Mohamed, l'un des sièges de l'administration de la wilaya et l'Ecole normale supérieure (ENS).

Confiée au groupe Sonelgaz, la réalisation de ces stations a pour objectif de contribuer à la transition énergétique et à promouvoir l'utilisation des véhicules électriques sur le marché national, a-t-elle déclaré. Ces futures stations dont l'entame de la réalisation fait actuellement l'objet de rencontres entre les responsables de la Sonelgaz, ceux de la wilaya et des secteurs concer-

nés, disposeront, une fois opérationnelles, de trois (3) types de prises de recharge, adaptées aux voitures hybrides, asiatiques et européennes, a-t-on fait savoir. Elles sont dotées d'une puissance de 150 kilowatts extensibles à 300 kilowatts, pouvant recharger un véhicule en 15 minutes environ, a-t-on conclu.

TOUGGOURT

Saisie de près de 300.000 capsules de psychotropes

Les agents de la brigade polyvalente de Tougourt relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes de Ouargla ont déjoué, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) de la 4^{ème} Région militaire (4-RM) une opération de contrebande de 298.348 capsules de psychotropes, a-t-on appris jeudi au

près des services de ce corps constitué. Effectuée au niveau de la région de Taïbine (Daïra d'El Hadjira), l'opération a également permis la saisie de deux véhicules (touristique et tout-terrain) utilisés par les contrebandiers, alors que les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes, a déclaré l'inspecteur principal chargé de la communication

à l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes de Ouargla, Ali Boughrara. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la coordination opérationnelle entre les services compétents pour lutter contre le trafic de drogues et de substances psychotropes ainsi que la contrebande, sous toutes ses formes, a conclu la même source.

BLIDA

Production record' d'agrumes durant la campagne agricole en cours

Une production record d'agrumes a été réalisée à Blida durant la campagne agricole 2023-2024, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Selon le directeur local du secteur, Kamel Foudala, cette wilaya assurant plus de 30% des besoins du marché local en agrumes, a réalisé cette année une production inédite, jamais vue de-

puis l'indépendance, rappelant que la campagne écoulée a enregistré une baisse de plus de 50% dans la production d'agrumes à Blida en raison des changements climatiques. La wilaya a réalisé, à ce jour, une production de 4,4 million de quintaux d'agrumes, au moment où la récolte des variétés tardives se poursuit jusqu'en juin prochain a ajouté le même responsable. Selon M. Foudala, l'amélioration

de la production d'agrumes est due à plusieurs facteurs, dont les importantes précipitations pluviales et l'adoption par les agriculteurs, notamment les exploitations agricoles, de techniques agricoles modernes dans l'irrigation (goutte à goutte), au même titre que la technique d'intensification, par la plantation de 900 arbustes à l'hectare au lieu de seulement 300 arbustes. A cela s'ajoute l'entrée en pro-

duction de nouveaux vergers d'agrumes, portant la surface agrumicole productive à près de 19.729 ha sur une superficie globale de 21.467 ha. Cette production record est palpable au niveau des marchés, où différentes variétés d'agrumes sont, à ce jour, proposées à la vente à des prix inférieurs à ceux des campagnes écoulées, soit entre 80 et 150 DA le kg d'oranges, a constaté l'APS.

RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Investir dans les données pour une croissance diversifiée

La croissance de l'Algérie a été robuste en 2023, et l'inflation a commencé à décélérer. La croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 4,1%, soutenue par celle du secteur des hydrocarbures, la production de gaz naturel ayant compensé les réductions successives des quotas de production de pétrole brut.

1^{ère} partie

La croissance du PIB hors industries extractives a atteint 3,7%, la croissance de l'investissement s'étant accélérée, soutenue par une reprise marquée de l'investissement public, et entraînant une hausse des importations. La consommation privée est restée dynamique, stimulée par la hausse des salaires dans le secteur public et stimulant les secteurs fournissant les ménages. L'inflation s'est maintenue à 9,3% en 2023 et a ralenti à 5,0% en glissement annuel au premier trimestre 2024, dans un contexte de baisse soutenue des prix des produits alimentaires frais, de dinar fort et de baisse des prix à l'importation.

La chute des prix des hydrocarbures à la fin 2022 a réduit l'excédent du compte courant en 2023, creusé le déficit budgétaire, et le ratio dette publique/PIB a augmenté. La chute des prix à l'exportation des hydrocarbures et des engrais et la forte augmentation des volumes d'importation ont entraîné une contraction rapide de l'excédent de la balance courante, mais les réserves ont continué d'augmenter, pour atteindre 16,1 mois d'importations à fin 2023. Les recettes des hydrocarbures dans le budget se sont néanmoins maintenues mais, compte tenu de la forte augmentation de la masse salariale et des dépenses d'investissement, le déficit budgétaire global s'est creusé, pour atteindre 5,2% du PIB. Le déficit a été principalement financé hors du secteur bancaire, les émissions souveraines diminuant, l'épargne pétrolière augmentant à 8,2% du PIB et la dette publique augmentant légèrement, à 49,2% du PIB. La croissance devrait ralentir en 2024 dans un contexte de production pétrolière et agricole limitée, avant de se redresser en 2025. Dans le scénario de référence, les réductions des quotas pétroliers resteraient en place et le PIB des hydrocarbures se contracterait légèrement en 2024.

L'activité hors hydrocarbures resterait dynamique, tirée par l'investissement et la consommation privée, soutenue par une troisième hausse annuelle consécutive des salaires dans l'administration publique. D'après les premières données satellitaires sur la météo et le développement des cultures, la production agricole devrait rester modérée en 2024. La croissance globale du PIB atteindrait 2,9% en 2024 et repartirait à 3,7% en 2025 à mesure que la production pétrolière et la production agricole se redresseraient. Dans un contexte d'augmentation des importations et des dépenses publiques,

la baisse des recettes d'hydrocarbures exercerait une pression accrue sur les équilibres extérieurs et budgétaires. Dans le scénario de référence, les exportations d'hydrocarbures diminueraient et les importations augmenteraient, suivant le dynamisme de la demande intérieure, et ramenant la balance du compte courant sous l'équilibre en 2024 avant de générer des déficits plus importants en 2025 et 2026. Dans le budget, la baisse des recettes d'hydrocarbures et une nouvelle vague d'augmentations des salaires et des transferts surcompenseraient le dynamisme des recettes fiscales et la modération des dépenses d'investissement.

Le déficit budgétaire global augmenterait en 2024 avant de se stabiliser les deux années suivantes, résultant en une augmentation de la dette publique, qui dépasserait 55% du PIB d'ici 2026. La variabilité des prix des hydrocarbures reste le principal risque pour les équilibres macroéconomiques, les besoins de financement prévisionnels soulignant l'importance d'un rééquilibrage budgétaire progressif. L'augmentation des importations et des dépenses publiques a creusé les déficits courants et budgétaires hors hydrocarbures, laissant les équilibres macroéconomiques plus exposés à la dynamique des prix mondiaux du pétrole, dans un environnement d'incertitude géopolitique accrue. Si les réserves de change restent confortables, les besoins attendus de financement budgétaire appellent des politiques de dépenses publiques prudentes et un rééquilibrage budgétaire progressif. Dans le même temps, la faiblesse des précipitations et la hausse des températures de ces dernières années, avec leurs effets sur la production agricole, l'inflation et les importations, soulignent la sensibilité de l'économie algérienne au changement climatique. Les efforts visant à encourager l'investissement du secteur privé et la diversification de l'économie devront être renforcés. Les risques associés aux prix mondiaux des hydrocarbures soulignent l'importance de soutenir la diversification en accélérant les investissements du secteur privé et dans les secteurs hors-hydrocarbures.

La loi relative à l'investissement de 2022, la loi monétaire et bancaire de 2023, l'adhésion formelle à l'Accord de libre-échange continental africain, la loi sur le foncier économique de 2023 et le lancement de réformes des banques publiques visent à stimuler l'investissement privé pour favoriser la diversification. Le renforcement de ces efforts, notamment en s'assurant que ces mesures

contribuent effectivement à stimuler l'environnement des affaires, est d'autant plus important que l'investissement public, auparavant moteur de la croissance de l'Algérie, est de plus en plus limité par des dépenses courantes rigides et en expansion rapide. La poursuite de l'amélioration des systèmes de données soutiendrait l'investissement et l'élaboration des politiques publiques. En 2023 et 2024, les efforts de numérisation dans l'administration algérienne ont été renforcés, tout comme certaines publications de la Banque d'Algérie et de l'ONS, avec notamment le premier rebasage du PIB. Les sources alternatives de données utilisées dans le présent rapport, telles que les données satellites sur le développement des cultures ou l'éclairage nocturne, représentent un complément utile aux statistiques économiques et sociales usuelles. Néanmoins, l'amélioration de la disponibilité, de la granularité et de l'actualité des données économiques officielles, notamment en ce qui concerne l'activité, l'investissement et le marché du travail, reste de la plus haute importance. Des systèmes de données améliorés soutiendraient le passage vers une budgétisation axée sur les résultats et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Ils fourniraient également des données économiques précises et exhaustives aux chercheurs et analystes, aux investisseurs nationaux et internationaux potentiels, ce qui atténuerait l'incertitude économique et favoriserait l'investissement.

La croissance en dehors des industries extractives est restée robuste en 2023

La croissance du PIB non extractif a été robuste en 2023, soutenue par une forte accélération de l'investissement. La croissance du PIB non extractif a atteint 3,7% en 2023, avec une accélération modérée au cours de l'année. Ce dernier a été tiré par une solide croissance des investissements, passant de 5,3% en glissement annuel au premier trimestre à 12,3% en glissement annuel au quatrième trimestre, pour atteindre 8,4% en 2023, soutenus par une reprise marquée de l'investissement public, y compris dans plusieurs grands projets industriels. La croissance rapide de l'investissement a stimulé les importations, qui ont augmenté de 19,4% en 2023, tirées par les importations d'équipements et de véhicules. La consommation privée est restée dynamique (+3,8%), stimulée par une forte croissance des dépenses salariales publiques. Les données sur l'éclairage

nocturne par satellite suggèrent que la croissance dynamique de l'activité a été transrégionale, mais qu'elle a ralenti au T1-2024.

En 2023, le gouvernement a adopté plusieurs mesures pour favoriser la diversification économique et la croissance hors hydrocarbures, telles que la mise à disposition de terrains du domaine public pour des projets d'investissement privé à travers la loi portant sur le foncier économique et la mise en place d'un portail « guichet unique » à l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI).

La croissance de l'industrie et des services est restée dynamique, tandis que la production agricole a ralenti. L'augmentation des investissements s'est principalement traduite par une augmentation des importations, et les indicateurs de l'activité industrielle du secteur public suggèrent également une forte croissance dans les industries sidérurgique, métallurgique, mécanique, électrique et électronique (ISMEE), en particulier les biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques, bien que la production manufacturière publique demeure en-deçà des niveaux d'avant la pandémie. Le dynamisme de la consommation a également stimulé les secteurs fournissant les ménages, notamment le commerce et l'hôtellerie. La croissance de la production agricole a ralenti en raison des sécheresses, avec des indices de végétation inférieurs à la normale dans certaines des principales régions productrices de l'ouest de l'Algérie (voir encadré 3). Les indicateurs standards du marché du travail n'ont pas été publiés depuis 2019, mais les estimations internationales suggèrent que les taux de chômage ont baissé pour revenir à leurs niveaux d'avant la pandémie.

La production des industries extractives a augmenté en 2023, malgré la baisse de la production pétrolière

Dans un contexte de réductions successives des quotas de l'OPEP, la production de pétrole a diminué tout au long de l'année 2023, ce qui a réduit les exportations. L'Algérie a abaissé volontairement son quota de production de pétrole brut de 1055 mb/j en octobre 2022 à 1007 mb/j en novembre 2022 et à 959 mb/j en mai 2023. En conséquence, en 2023 la production de pétrole brut a été inférieure de 3,8% à celle de 2022 et de 7,4% en glissement annuel au S2-2023.

(A suivre)

Source : Banque mondiale

MAURITANIE
Le ministre de l'Économie signe un accord de prêt à taux réduit avec le Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe

Le ministre de l'Économie et du Développement durable, M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh a signé, au Caire, un accord de prêt à taux réduit avec M. Walid Shamlan Al Bahar, directeur général par intérim du Fonds koweïtien pour le Développement économique arabe. Le prêt, d'un montant de 10 millions de Dinars Koweïtiens (32 millions d'USD), contribue à compléter le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kiffa à partir du fleuve Sénégal. L'objectif du projet est de fournir une large gamme de services d'eau et d'assainissement aux villages et aux villes situés le long de la conduite principale. Cela contribuera à améliorer la santé de la population et la qualité de l'approvisionnement en eau. Le projet devrait être achevé en 2026 et son financement intégral a été assuré par plusieurs institutions de financement arabes.

INVESTISSEMENT / CLIMAT DES AFFAIRES EN TUNISIE

Des opportunités à saisir, des défis à relever

La Tunisie a des potentialités pour attirer l'investissement étranger, car c'est un pays où l'on peut exporter vers l'Europe et les marchés africains.

Elle dispose d'une bonne connexion internationale et d'accords commerciaux internationaux. Tout un dispositif a été mis en place pour l'amélioration de la compétitivité et l'attractivité de son économie. Un effort considérable a été consenti au niveau du cadre législatif régissant l'investissement. Un levier de croissance sur lequel la Tunisie table pour sortir l'économie nationale de sa léthargie, en la diversifiant davantage, tout en s'ouvrant également sur le commerce international.

Forte d'une série de progressions et de croissance dans plusieurs secteurs d'activités, la Tunisie est depuis des années au centre d'une grande attractivité en matière d'investissements directs étrangers (IDE). Cet effet est, d'ailleurs, plus que visible sur le terrain. Le nombre de projets inscrits au niveau de l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (Fipa) témoigne de l'efficacité des réformes engagées jusque-là, même si un grand travail reste encore à faire.

Les investissements déclarés dans tous les secteurs économiques ont progressé de 68,9% en janvier 2024 par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant un total de 705,8 millions de dinars, selon l'Autorité tunisienne de l'investissement (TIA). Cette croissance fulgurante est synonyme d'une dynamique économique po-



sitive et augure de belles perspectives pour l'avenir du pays.

Au cours des trois premiers mois de l'année 2024, les investissements étrangers en Tunisie se sont élevés à 517,4 millions de dinars (MDT), contre 438,3 MDT pour la même période de 2023, soit une évolution de 18%. Ils se répartissent entre IDE, qui se sont élevés à 516,8 MDT contre 404,8 MDT (soit une augmentation de 27,7%) et investissements de portefeuille (investissement en Bourse), lesquels ont enregistré une baisse de 98% pour atteindre 600.000 dinars, contre 33,6 MDT. Ces investissements portés par des locaux et/ou des étrangers ont permis la création de 8.792 opportunités d'emploi,

un nombre en hausse de 9,5% en glissement annuel. Le gouvernement a adopté, au mois de mars 2024, de nouvelles incitations afin de soutenir les projets d'investissement dans le pays. Ces incitations visent à «réduire les difficultés qui entravent l'investissement, notamment celles liées aux procédures administratives complexes, et d'améliorer davantage le climat d'investissement pour promouvoir la croissance économique». Afin de relever ces défis, les autorités tunisiennes ont mis en place plusieurs initiatives ces derniers mois, dont un décret adopté le 12 février dernier visant à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et à dynamiser l'investissement.

EGYPTE

OneOrder lève 16 millions \$ pour s'étendre dans la zone MENA

Deux ans après sa dernière levée de fonds, OneOrder mobilise des capitaux supplémentaires pour financer son expansion au-delà de l'Égypte. Le projet est soutenu par d'anciens actionnaires et nouveaux investisseurs étrangers. La start-up égyptienne, OneOrder, a levé 16 millions \$ en dettes et en capitaux propres, pour financer son

expansion dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA). La levée de fonds annoncée ce jeudi 23 mai 2024, a été dirigée par Delivery Hero Ventures, avec la participation de Norrsken22 et les investisseurs Nclude et A15. OneOrder, qui fonctionne comme un guichet unique facilitant l'achat, le stockage et la livraison de pro-

duits alimentaires aux restaurants et hôtels, débutera son expansion géographique par les Emirats arabes unis. L'entreprise prévoit par ailleurs de développer des solutions de financement pour sa clientèle et de faire évoluer sa plateforme. « Ce financement crée une opportunité d'étendre l'activité de OneOrder sur une couverture

géographique plus large. Nous sommes honorés de diriger ce cycle de série A, et d'augmenter notre investissement dans cette entreprise qui révolutionne la chaîne d'approvisionnement des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient », a fait savoir Brendon Blacker, associé directeur chez Delivery

Hero Ventures. Ce financement fait suite à la levée en décembre 2022, d'un montant de 3 millions \$, auprès d'un groupe d'investisseurs. La start-up avait alors investi ces capitaux dans sa croissance, à travers le renforcement de ses équipes, de sa technologie et le développement de son activité sur le marché local.

ARABIE SAOUDITE

Les exportations non pétrolières ont diminué de 5,2 %

Selon la GASTAT, les exportations non pétrolières (réexportations exclues) ont diminué de 5,2 % en g.a. au T1 2024.

En comptabilisant les réexportations qui ont augmenté de 31,5 % en g.a. sur le trimestre, les exportations non pétrolières ont augmenté de 3,3 % sur la période.

Les exportations totales ont diminué de 5,7 % en g.a. au T1 2024, tirée par la baisse de 8,3 % des exportations pétrolières. Ainsi, la part des exportations pétrolières dans les exportations saoudiennes s'est établie à 76,1 % (contre 78,2 % au T1 2023). Dans le même temps,

les importations saoudiennes ont augmenté de 6,4 % en g.a. et l'excédent de sa balance commerciale a diminué de 24,8 % en g.a. sur la période.

Les exportations de produits chimiques, qui ont formé le premier poste des exportations non pétrolières à 25,1 % du total, ont diminué de 18,3 %. La Chine est toujours le premier client de l'Arabie saoudite et a représenté 14,9 % des exportations saoudiennes. La Corée du Sud arrive en deuxième position (9,8 %), suivie par l'Inde (9,5 %). La Chine est également le premier fournisseur du royaume (20,9 % du total des importations saoudiennes au

T1 2024), suivi par les États-Unis (8,1 %) et les EAU (6,8 %).

S'agissant du trafic aérien : Le nombre de passagers dans les aéroports d'Arabie saoudite a augmenté de 26 % en 2023 par rapport à 2022.

Selon la GASTAT, le nombre de passagers dans les aéroports du royaume a atteint 112 millions en 2023, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2022. 61 millions de passagers (54 % du total) ont emprunté des vols internationaux (+46 % par rapport à 2022) et 51 millions des vols domestiques (+9 % par rapport à 2022). Le nombre de vols internationaux a atteint 394

000 (+36 %) et le nombre de vols domestiques 421 000 (+2%). Ces résultats soulignent l'attractivité du pays et son souhait de renforcer sa position en tant que hub régional, au même titre que les EAU.

L'Arabie saoudite se classait en 2023 à la 13ème place du IATA Air Connectivity Index, en hausse de 14 places par rapport à 2019. Le nombre de destinations depuis les aéroports du royaume a atteint 148 (+47 % par rapport à 2022). Enfin, le volume du fret aérien a augmenté de 7 % en 2023 par rapport à 2022 pour atteindre 918 000 tonnes.

CÔTE D’IVOIRE

NSIA Banque CI soutient le projet de formation «Agro-Bachelor»

Le projet de formation « Agro-Bachelor » vise à fournir une formation de qualité aux jeunes ivoiriens dans les secteurs de l’agriculture, de l’agroalimentaire et des services associés. Ce nouveau partenariat vient renforcer l’appui de NSIA Banque CI au secteur agricole.

Le mercredi 22 mai 2024, le Centre de recherche et d’Action pour la Paix, Université Jésuite (CERAP/UJ) et l’École d’Ingénieurs de PURPAN de Toulouse (INP) ont procédé à la signature de la convention du projet de co-construction de double diplôme intitulé « Agro-Bachelor ». Cette cérémonie, tenue dans les locaux du CERAP à Abidjan, a vu la participation de son Excellence Jean-Christophe Belliard, Ambassadeur de France en Côte d’Ivoire, des partenaires tels que le Club Agro-Côte d’Ivoire et NSIA Banque Côte d’Ivoire ainsi qu’une délégation des deux parties. Le projet « Agro-Bachelor » est un cursus post-Bac de trois ans en Sciences et Ingénierie, spécialisé dans les filières agricoles et agroalimentaires durables. Ce programme de formation vise à professionnaliser les étudiants tout en développant

des concepts d’alternance et d’implication directe dans les secteurs de l’agriculture, de l’agroalimentaire et des services associés. Dispensée sur le campus du CERAP, cette formation s’adresse tant aux étudiants ivoiriens qu’internationaux dès la rentrée universitaire 2024/2025. Pour les deux institutions partenaires, l’objectif est double à savoir fournir une formation de qualité aux jeunes et contribuer à la réduction de l’insécurité alimentaire en Côte d’Ivoire. M. Jean-Marie Gnèblé, Directeur des Ressources Humaines à NSIA Banque CI, a souligné l’intérêt majeur de ce projet pour le marché du travail ivoirien, le qualifiant « d’incontestablement » pertinent. L’agriculture, pilier de l’économie ivoirienne, représente environ 30% du PIB et emploie 45% de la population active. Dans le cadre de sa stratégie de développement durable, le

gouvernement ivoirien promeut la formation continue des professionnels agricoles. Des programmes sont proposés par des institutions telles que l’Institut national de formation professionnelle agricole (INFPA) et l’École supérieure d’agriculture (ESA) de l’INP-HB pour mettre à jour les compétences et les connaissances des acteurs du secteur. Par ce partenariat, NSIA Banque Côte d’Ivoire vient ainsi renforcer son engagement d’apporter des accompagnements spécifiques à plusieurs secteurs clés de l’économie ivoirienne notamment l’éducation, l’agriculture, la santé et l’immobilier entre autres. La banque a été reconnue pour son implication avec des distinctions telles que le prix d’excellence de la « meilleure entreprise pourvoyeuse d’emploi » en 2021 et le Prix d’Excellence du « Meilleur établissement du secteur financier » en 2018.

RD CONGO

1re découverte pétrolière de Perenco en 3 décennies d’exploration

Avec une présence au Tchad, au Cameroun, au Gabon, au Congo-Brazzaville, Perenco est le seul producteur international de pétrole et de gaz en République Démocratique du Congo (RDC) avec environ 20 000 barils équivalents pétrole par jour produits en 2023. La compagnie pétrolière Perenco a annoncé, mercredi 22 mai, la découverte d’un gisement pétrolier au large des côtes de la

République démocratique du Congo (RDC), dans une zone d’intérêt située dans le bassin côtier du pays, une première depuis 30 ans. Ce développement intervient à la suite du forage du puits Moke-East, situé entre les champs Lukami et Motoba, qui a révélé une colonne pétrolifère de 24 pieds nets. « Cette découverte sera testée et le puits complété dans les semaines à venir », a déclaré Perenco qui a, en parallèle en-

gagé, via Muanda International OilCompany (MIOC), sa filiale locale, une série de travaux de forage et de maintenance sur le site. « Nous croyons fermement que l’industrie pétrogazière de la RDC a un avenir positif et que de nouveaux projets pourraient conduire à la valorisation du GPL extrait du gaz pour le marché local, ou à fournir plus de gaz pour l’électricité », a ajouté la compagnie.

Notons que suite au lancement en 2022 par les autorités congolaises d’un cycle d’appel d’offres pour l’attribution de droits pétroliers couvrant 30 blocs pétroliers et gaziers, Perenco a émis une manifestation d’intérêt pour les périmètres pétroliers Nganzi et Yema II, dans un contexte de critiques de ses opérations pour leurs impacts environnementaux dans le pays.

DETTE NIGÉRIANE 3,4 milliards \$ refinancés par des obligations domestiques

L’émission fait suite à l’approbation par le Parlement, en décembre 2023, d’une demande du président Tinubu pour la conversion d’une dette de 7500 milliards de nairas de l’Etat auprès de la Banque centrale en obligations ayant une plus longue échéance. Le Nigeria a émis des obligations domestiques pour refinancer une dette de 4900 milliards de nairas (3,4 milliards de dollars) contractée auprès de la Banque centrale, a rapporté Bloomberg le mercredi 22 mai 2024, citant la directrice de l’Office de gestion de la dette, Patience Oniha « Ces obligations ont été émises entre février et avril », a précisé Mme Oniha, indiquant que l’opération vise à étaler dans le temps le fardeau de remboursement de la dette intérieure. Le Parlement nigérian avait approuvé, en décembre dernier, une demande du président Bola Tinubu pour la conversion de 7500 milliards de nairas de dette de l’Etat auprès de la Banque centrale en obligations ayant une plus longue échéance. Durant le règne de l’ex-président MuhammaduBuhari, le Nigeria a ignoré les règles limitant le financement du budget de l’Etat par la Banque centrale, ce qui a fait exploser sa dette. L’encours de la dette publique du pays s’est établi à 97 341 milliards de nairas (108,2 milliards de dollars) au 31 décembre 2023, enregistrant ainsi une hausse de 5% par rapport à la même date en 2022, selon de données publiées en mars dernier par l’Office de gestion de la dette. Cette hausse découle essentiellement d’une augmentation de 6% des emprunts domestiques qui représentent 61% de la dette publique globale.

CÔTE D’IVOIRE

Recherche de nouveaux gisements d’or et du lithium

Devenue un des plus importants producteurs d’or en Afrique de l’Ouest depuis quelques années, la Côte d’Ivoire entend maintenir ce statut tout en développant l’exploitation d’autres ressources. C’est dans cette optique que le gouvernement octroie régulièrement des licences d’exploration. En Côte d’Ivoire, le Conseil des ministres du 22 mai a adopté trois décrets portant chacun attribution d’un permis de recherche minière. Relatifs à l’or et au lithium, ces permis illustrent une nouvelle fois l’engagement du gouvernement ivoirien à maintenir, voire accroître sa production d’or dans les années à

venir, tout en diversifiant le secteur minier local. Dans le détail, les sociétés K Mining SARL et Glory Gold Ressources SARL ont chacune obtenu un permis pour rechercher de l’or, respectivement dans les départements de Toumodi, de Yamoussoukro et d’Oumé d’une part et dans les départements de Tiassalé, de Grand-Lahou et de Divo d’autre part. Le permis de recherche de lithium couvre le département d’Agboville et a été attribué à la société KhaleesiResources SARL. Tous ces permis sont valables quatre ans. Dans un rapport publié en mai 2024, l’Agence Internationale de l’Énergie affirme que le lithium est le

minéral dont la demande croît le plus rapidement dans le cadre de la transition énergétique. Elle pourrait être multipliée par 10 d’ici 2050. Cette hausse de la demande peut s’accompagner d’une hausse des prix, autant de facteurs qui incitent plusieurs pays à développer des projets de lithium. Le gouvernement ivoirien attribue ainsi davantage de permis pour l’exploration du lithium depuis quelques années, dans l’espoir d’une découverte importante qui pourrait faire du pays un producteur de lithium. Pour rappel, le projet de lithium phare de la Côte d’Ivoire est celui d’Atex, piloté par les sociétés Fi-

rering et RiccaResources. Plusieurs minéralisations avec des teneurs importantes en lithium ont déjà été identifiées sur le projet, mais la route vers la découverte d’un gisement peut encore être longue. Combinée à une production d’or en hausse constante depuis plus d’une décennie, 55 tonnes prévues en 2024 contre 50 en 2023, l’exploitation du lithium pourrait accroître la contribution du secteur minier à l’économie. Avec les Hydrocarbures, notons que les Mines représentent 4 % du PIB et 15 % des exportations, selon les données de l’ITIE datant de 2021.

BOURSE DE PARIS

Vers une seconde semaine consécutive de baisse

La bourse de Paris cède près de 0,2% ce matin, autour des 8090 points, malgré la performance de Renault qui s'arroge plus de 3%. L'indice parisien s'achemine ainsi vers une deuxième semaine consécutive de baisse malgré l'actualité porteuse des derniers jours.

La fébrilité du marché parisien s'inscrit dans le sillage du fort repli es-suyé hier soir par Wall Street, où la remontée des rendements obligataires est venue alimenter la nervosité des investisseurs. A ce stade de la semaine, le CAC accuse une baisse de 1%. A New York, les grands indices se dirigent eux aussi vers une semaine négative, avec un recul de plus de 2% pour le Dow Jones et de 0,3% pour le Nasdaq. Cette rechute semble pourtant difficile à expliquer sur la base du flux d'actualités de la semaine, marqué par les résultats stratosphériques de Nvidia et des indices PMI attestant de la reprise économique en Europe. Ce retournement de tendance pourrait bien trouver sa source dans la volonté des investisseurs d'engranger quelques prises de bénéfices alors que les places boursières mondiales ont volé de records en records récemment. Outre les prises de profits, la tendance baissière peut être mise sur le compte de l'incertitude entourant le calendrier des futures baisses de taux de la Fed, une si-

tuation largement renforcée par les 'minutes' prudentes publiées cette semaine par l'institution. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts du Trésor à 10 ans a repris une pente ascendante cette semaine pour flirter avec la barre de 4,50% hier, alors qu'il était revenu à des plus bas d'un mois la semaine passée. 'Au vu de la solide performance enregistrée par les marchés d'actions depuis le début du mois de mai, qui était justement due à un reflux des rendements obligataires, cela a servi d'excuse pour prendre partiellement ses profits', expliquent les équipes de Danske Bank. Les investisseurs attendent désormais de se tourner vers les statistiques du jour, à commencer par les commandes de biens durables et l'indice de confiance des consommateurs du Michigan qui paraîtront dans l'après-midi aux Etats-Unis. En attendant, le climat des affaires en France se montre stable en mai par rapport à avril, au vu de l'indicateur synthétique calculé par l'Insee qui se maintient à 99, soit juste au-dessous de sa moyenne

de longue période (100). Outre-Rhin, la croissance de l'économie allemande a atteint 0,2% au premier trimestre par rapport aux trois mois précédents grâce au dynamisme des exportations et des dépenses d'investissement, montrent des statistiques détaillées publiées vendredi, venant confirmer l'estimation initiale. Si le repli des Bourses vient un peu calmer le jeu après l'inscription de nombreux plus hauts historiques, la tendance positive reste pour autant intacte, estimement certains stratèges. Selon les analystes de la banque privée suisse Lombard Odier, les marchés boursiers devraient ainsi poursuivre leur progression en 2024. 'Le scénario d'une croissance mondiale résiliente et d'une inflation en recul reste d'actualité malgré les incertitudes de court terme', soulignent Luca Bindelli, responsable de la stratégie d'investissement, et Edmund Ng, stratège actions senior.

Ces vents porteurs pour les marchés actions devraient perdurer en 2024', assurent les deux spécialistes. Dans l'actualité des sociétés françaises, Alstom indique avoir placé une émission d'obligations super-subordonnées ('hybrides') d'un montant de 750 millions d'euros, 'massivement sursouscrite, reflétant une forte demande en provenance de différentes zones géographiques et catégories d'investisseurs'. Teleperformance annonce que son conseil d'administration a décidé d'annuler trois millions d'actions auto-détenues, représentant 4,7% du capital social, des actions qui avaient été rachetées dans le cadre d'un programme mis en oeuvre en avril 2023. Enfin, Renault s'adjuge plus de 3%, signant la plus forte hausse du CAC 40 et de l'indice SBF 120. Dans une note diffusée dans la matinée, UBS indique être passé à une opinion 'neutre', contre un conseil 'vendre' auparavant, avec un objectif de cours rehaussé de 31 à 50 euros.

Les Bourses chinoises dans le rouge à l'ouverture

Les Bourses chinoises étaient en baisse vendredi à l'ouverture, pour la quatrième séance consécutive, dans un climat d'inquiétude des investisseurs quant à une possible pause de la Réserve fédérale américaine dans la baisse des taux d'intérêt. A Hong Kong, l'indice Hang Seng cédait 0,67% à 18.742,28 points. A Shanghai, l'indice composite reculait de 0,18% à 3.110,75 points, tandis que la place de Shenzhen était aussi dans le rouge, baissant de 0,28% à 1.749,13 points.

La Bourse de Tokyo ouvre en baisse

La Bourse de Tokyo a ouvert vendredi en forte baisse, subissant la remontée des rendements obligataires américains la veille après des indicateurs ayant témoigné d'un rebond de l'activité économique aux Etats-Unis, ce que Wall Street a mal pris également. L'indice vedette Nikkei lâchait 1,65% à 38.459,92 points vers 00H20 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,95% à 2.728,63 points. Le tableau toujours positif de l'économie américaine brossé par plusieurs indicateurs jeudi a renforcé l'hypothèse d'une poursuite d'une politique monétaire agressive de la Réserve fédérale américaine (Fed), repoussant d'autant ses baisses de taux, attendues depuis des lustres par les marchés boursiers. Le Japon est particulièrement sensible à la montée des taux obligataires américains parce que la politique monétaire nippone

reste elle très accommodante pour le moment, ce qui affaiblit grandement le yen. La faiblesse du yen à ses avantages, en gonflant artificiellement les bénéfices à l'étranger des entreprises japonaises, mais aussi de sérieux inconvénients: elle plombe en même temps le pouvoir d'achat des ménages. Le cours dollar/yen était presque inchangé vers 00H20 GMT, un dollar s'échangeant pour 156,98 yens contre 156,93 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro valait 169,66 yens contre 169,72 yens la veille, et 1,0808 dollar contre 1,0815 dollar jeudi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole était proche de l'équilibre: le baril de WTI américain reculait à peine de 0,05% à 76,83 dollars vers 00H10 GMT, et le baril de Brent de la mer du Nord était quasi stable lui aussi (-0,04% à 81,33 dollars).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Mai 2024 Valeur : 27 Mai 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4950	134.5100
1	EUR	EURO		145.5774	145.6205
1	GBP	POUND STERLING		171.2004	171.2631
100	JPY	JAPANESE YEN		85.8022	85.8282
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5651	18.5674
1	CHF	SWISS FRANC		147.0694	147.1502
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.2863	98.3260
1	DKK	DANISH KRONE		19.5280	19.5313
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5537	12.5575
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5774	12.5821
1	AED	UAE DIRHAM		36.6132	36.6273
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8577	35.8674
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.8092	438.4289
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8942	43.3253
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6104	13.6119
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4760	27.6167
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5412	3.5416
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.0511	178.0511

L'Europe ouvre dans le rouge, les craintes de taux durablement élevés s'installent

Les Bourses européennes reculent à l'ouverture vendredi après plusieurs événements suggérant cette semaine que les taux resteront restrictifs plus longtemps qu'attendu aux Etats-Unis, voire en Europe. À Paris, le CAC 40 recule de 0,63% à 8.051,2 points vers 07h05 GMT. À Francfort, le Dax perd 0,82%, contre 0,79% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 cède 0,74%, l'EuroStoxx 50 0,78% et le

Stoxx 600 0,74%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, ni le Dow Jones, ni le Standard & Poor's 500, ni le Nasdaq n'affichant de direction marquée. Mercredi, le compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale a montré que des membres du comité de politique monétaire étaient prêts à maintenir durablement les taux à un niveau restrictif, voire à les relever.

Les indicateurs PMI américains publiés jeudi ont d'ailleurs montré que les pressions sur les prix demeuraient vives. En zone euro, les PMI ont rassuré sur l'activité, qui continue de rebondir en mai, mais un indicateur salarial publié jeudi a montré que les rémunérations progressaient à un rythme incompatible avec l'objectif d'inflation de la BCE. L'inflation au Royaume-Uni, publiée mercredi, s'est par ailleurs affichée plus forte qu'attendu, éloignant les perspectives

d'une baisse des taux de la Banque d'Angleterre. "Les bons indicateurs d'activité, la persistance des tensions inflationnistes même en Europe et les discours de patience des membres de la Fed augmentent les risques que les baisses de taux directeurs soient plus tardives et plus limitées", résumement les stratèges de LBPAM. Aux valeurs, la Compagnie des Alpes gagne 4,48% après la publication de ses chiffres semestriels.

PROJET D'IMPÔT MINIMUM MONDIAL SUR LES MILLIARDAIRES

Les Etats-Unis «pas favorables»

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a reconnu que "la charge fiscale pesant sur les hauts revenus et les entreprises est trop faible". Mais elle refuse de traiter cette question "dans le cadre d'une négociation fiscale internationale".

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen s'est prononcée ce jeudi contre des négociations internationales sur une taxation mondiale des plus riches, un projet défendu par le Brésil à l'occasion de sa présidence du G20 et soutenu par la France. "Je ne suis pas favorable à des négociations internationales qui impliqueraient que tous les pays acceptent de le faire et de redistribuer les recettes entre les pays, éventuellement sur la base du climat et des dommages subis du fait du climat", a-t-elle déclaré en marge du G7 Finances à Stresa dans le nord de l'Italie. "Il est clair que le président Biden et moi-même sommes attachés à la progressivité de l'impôt. Nous estimons que la charge fiscale pesant sur les hauts revenus et les entreprises est trop faible", a-t-elle fait valoir devant la presse. L'administration Biden a ainsi proposé pour le budget 2025 un impôt minimum de 25% pour les "0,01% les plus riches, ceux dont la fortune est supérieure à 100 millions de dollars". "Ce n'est donc pas

que j'aie une quelconque objection à imposer un niveau raisonnable d'imposition et certainement un niveau minimum d'imposition aux personnes à très hauts revenus aux États-Unis", a-t-elle poursuivi. Le gouvernement américain reconnaît selon elle "que les pays à faible revenu et les pays émergents ont besoin d'un soutien financier".

Des recettes estimées à 250 milliards de dollars

Janet Yellen a estimé que "le Brésil, qui dirige le G20, a raison de s'inquiéter de l'adéquation des flux de ressources pour soutenir le développement" de ces pays et "le climat". "Mais je ne suis pas favorable" à régler le problème des flux de ressources "dans le cadre d'une négociation fiscale internationale", a-t-elle expliqué. Le gouvernement brésilien s'est inspiré des travaux menés par l'économiste français Gabriel Zucman sur la taxation des plus riches. Selon ce dernier, si les 3.000 milliardaires de la planète payaient au moins l'équivalent de 2% de leur

fortune en impôts sur le revenu, cet impôt mondial pourrait rapporter 250 milliards de dollars supplémentaires. Pour le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire, le projet de taxation minimale des plus grandes fortunes figure parmi les priorités du G7 à Stresa. "Nous voulons continuer à porter cette idée d'un troisième pilier sur la fiscalité internationale portant sur les plus fortunés, de façon à garantir l'équité de la fiscalité internationale", a-t-il déclaré mercredi à la presse. Près de 140 Etats se sont accordés à la fin 2021 sur une taxation minimale des multinationales sous l'égide de l'OCDE, consistant en deux piliers, le premier visant une meilleure répartition de la fiscalité des géants du numérique et le second une imposition minimale à 15% sur les sociétés. Le deuxième pilier a été mis en place le 1er janvier dernier dans de nombreux Etats, dont l'Union européenne, mais un accord sur le pilier 1 peine encore à être avalisé par l'ensemble des pays.

ALLEMAGNE Reprise de l'activité économique confirmée au premier Trimestre, à 0,2%

L'Allemagne a bien enregistré une hausse de son Produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, après avoir connu un net recul enfin d'année dernière et sur l'ensemble de l'année 2023, plombée par la crise de son industrie, selon une estimation officielle vendredi. Entre janvier et mars, la première économie de la zone euro a connu une croissance de 0,2% de son activité par rapport au dernier trimestre 2023, selon des chiffres définitifs publiés par l'institut de statistique Destatis dans un communiqué. Sur un an, la première économie de la zone euro connaît en revanche une chute de 0,9% de son PIB. Ces chiffres confirment une première estimation de Destatis fin avril. Ils interviennent après une chute de 0,5% de l'activité au quatrième trimestre 2023, et de 0,3% sur l'ensemble de l'année, en queue de peloton par rapport aux autres pays européens. L'activité économique du pays offre des signes de reprise, selon un rapport publié mi-mai par le conseil des sages, un comité d'experts très écoutés dans le pays. Reste que le rebond pour cette année s'annonce néanmoins très faible. Le gouvernement allemand a récemment annoncé un léger relèvement de sa prévision de croissance pour l'année en cours, qu'il a portée de 0,2% à seulement 0,3%. C'est bien moins que les prévisions de Bruxelles pour la zone euro, de 0,8% cette année puis 1,4% l'an prochain.

ARGENTINE

La récession s'installe au 1^{er} trimestre

L'argentine a poursuivi son ralentissement en mars, sur fond de sévère politique d'austérité du gouvernement ultralibéral de Javier Milei, avec une contraction cumulant -5,3% au premier trimestre. L'indice mensuel d'activité économique (Imae) publié mercredi par l'Institut national de la statistique (Indec), s'est établi à -1,4% en mars par rapport à février, soit le cinquième mois consécutif de contraction, et à -8,4% en interannuel. L'industrie manufacturière, le bâtiment, le commerce, ont connu les plus forts reculs,

tandis que l'agriculture émerge en positif, prévisible avec l'impact des récoltes récentes ou en cours pour les grandes productions (soja, blé) agro-exportatrices de l'Argentine. Le gouvernement de Javier Milei, au pouvoir depuis décembre, a appliqué d'emblée un drastique programme d'austérité budgétaire tous azimuts, dans un objectif de déficit budgétaire zéro, à fin 2024, et ainsi de dompter l'inflation chronique (211% en 2023). De grands comptes s'équilibrent, et le gouvernement clai-ronne que l'exploit historique d'un excédent budgétaire au

premier trimestre, sans précédent depuis 2008. Et une inflation toujours haute mais en décélération: de 25% en décembre à 8,8% en avril. Mais les coupes budgétaires - paralysie des chantiers publics notamment- couplées à une brutale dévaluation (54%) du peso en décembre, ont étranglé le pouvoir d'achat, un impact qui se répercute sur la consommation, l'activité, l'emploi. Selon le cabinet Equilibria, 1,4% du total des emplois ont été perdus au premier trimestre, soit environ 240.000. Le Fonds monétaire internatio-

nal (FMI) a salué récemment les progrès plus rapides qu'anticipé dans la restauration de la stabilité macroéconomique par les autorités argentines, et estimé que la 3e économie d'Amérique latine devrait recommencer à croître au second semestre. Il a aussi appelé Buenos Aires à garantir que l'assistance sociale soit suffisante et bien orientée pour protéger les plus vulnérables. La pauvreté, selon des chiffres officiels semestriels, touchait 41,7% des Argentins à fin 2023, soit avant même l'impact des mesures d'austérité.

CORÉE DU SUD

La banque centrale revoit à la hausse ses perspectives de croissance pour 2024 à 2,5%

La Banque de Corée, la banque centrale sud-coréenne, a relevé jeudi ses perspectives de croissance économique pour 2024 de 0,4 point de pourcentage, laissant inchangées ses prévisions d'inflation. Le produit intérieur brut (PIB) réel, ajusté à l'inflation, devrait augmenter de 2,5% en 2024, a déclaré la Banque de Co-

rée après avoir gelé son taux d'intérêt de référence à 3,5%. Ce chiffre est supérieur à l'augmentation de 2,1% estimée trois mois plus tôt. Les prévisions de la banque centrale sont plus élevées que celles du Fonds monétaire international (FMI, 2,3%), mais légèrement inférieures à celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques

(OCDE, 2,6%). Le gouverneur de la Banque de Corée, Rhee Chang-yong, a déclaré lors d'une conférence de presse que la révision à la hausse des prévisions de croissance était attribuable à l'expansion des exportations nettes provenant d'un fort développement de l'industrie informatique mondiale et d'une robuste croissance de l'économie américaine. La

banque centrale a toutefois revu à la baisse l'estimation de la croissance pour l'année prochaine de 0,2 point de pourcentage à 2,1%. Les perspectives d'inflation des prix à la consommation pour 2024 sont restées inchangées à 2,6%, tandis que les prévisions d'inflation pour 2025 sont également restées inchangées à 2,1%.

NOUVEAU RAM 1200

Les croisements improbables de Stellantis

En Amérique, Dodge lance un inédit Ram 1200 qui vient s'intégrer par le bas de la gamme des utilitaires. Un modèle hyper compact, qui n'est autre... qu'un Peugeot recarrossé.



Le Ram 1200 n'est pas nouveau puisque Chrysler commercialise ce modèle un peu à part depuis de nombreuses années. Mais la nouvelle génération du 1200 apporte du changement : alors que l'ancienne mouture était un Mitsubishi L200 rhabillé pour le marché américain, le successeur dispose d'une base bien différente. Cette fois, point de pick-up japonais. Chrysler appartenant désormais à la galaxie Stellantis, le géant automobile s'est servi de sa banque d'organes pour trouver une plateforme idéale à ce modèle compact du cata-

logue RAM. Et l'écu n'est autre qu'un certain pick-up au lion, qui n'est pas vendu en France.

Un Dodge Ram qui cache son ADN Peugeot

Pour mémoire, le 1200 n'est en fait pas le plus petit modèle de l'histoire récente de Ram. La branche utilitaires de Chrysler avait en effet vendu le 750 sur certains marchés américains, dérivé du Fiat Strada. Voilà pour le contexte. Et ce nouveau 1200 est encore un mélange des genres. La diversité des plateformes et des modèles Stellantis a parfois de quoi nous perdre : le Ram 1200 est issu

du duo Fiat Titano/Peugeot Landtrek. Ce dernier n'étant pas proposé en Europe (seulement en Afrique, Amérique Latine ou sur certains marchés asiatiques), il est en revanche vendu au Mexique. Les Mexicains et autres populations du continent américain sont donc plus habitués que nous à cette silhouette tout ce qu'il y a de plus classique pour la catégorie des pick-up à une tonne de charge utile. Et si nous creusions un peu plus, le Landtrek est lui-même un produit chinois, assemblé en RPC avec le partenaire Chang'an. Sacré mélange ! Le Ram 1200 a donc un arbre généalo-

gique compliqué. Le constructeur vise avant tout le marché B2B avec ce véhicule un peu particulier dans un pays où les pick-up dits "compacts" (Chevrolet Colorado, Toyota Hilux, Ford Maverick et Ranger...) sont bien moins populaires que les premiers "full size". Amérique oblige, le sans-plomb est privilégié au gazole avec un bloc quatre cylindres 2.4 turbo de 210 ch et 320 Nm de couple. Le constructeur laissera le choix entre boîte mécanique à six rapports ou automatique, mais aussi entre propulsion et quatre roues motrices.

Nouveau Renault Rafale



Le SUV coupé Renault Rafale viendra coiffer la gamme du constructeur au losange juste avant l'été. A 24 heures des premiers essais, découvrons-le en détails.

Cela fait presque un an que le Renault Rafale, le grand SUV coupé qui prendra place avant l'été – les commandes sont ouvertes depuis le mois de février 2024 – au sommet de la gamme du constructeur tricolore, a été présenté. C'était en grandes pompes, le 18 juin

2023 au salon du Bourget, haut lieu de l'aviation, afin de cultiver la filiation avec le patrimoine aéronautique de Renault – l'avion Caudron Renault Rafale, qui en 1934 atteignit 445 km/h, légitimant son nom de baptême.

Rafale : un avion sans aile

Le Renault Rafale fut ensuite exposé à Rétromobile 2024, fin janvier et début février, et roule en ce moment même dans l'Ouest parisien, où il

sert de véhicule officiel lors des internationaux de tennis de la porte d'Auteuil, Renault étant, depuis 2022, le sponsor de Roland-Garros. Notre essayeur est quant à lui en train de prendre ses repères au volant de ce nouveau vaisseau amiral. Il vous livrera ses impressions dès demain.

Renault Rafale : 200 ou 300 ch au programme

Profitons-en pour faire le point. Le Renault Rafale sera livrable en version E-Tech hybride de 200 ch, une motorisation partagée avec les SUV Austral et Espace, qui ouvrira le bal en concession dans les semaines à venir, laissant le choix entre deux niveaux de finition : Techno et Esprit Alpine. La première débute à 45 000 € et la seconde à 49 000 €. Puis en E-Tech 4x4 de 300 ch, la variante hybride rechargeable qu'il inaugure dans la



gamme. Cette dernière ne rejoindra la gamme Renault Rafale qu'à l'automne et sera déclinée en finition Esprit Alpine comme désormais la plupart des modèles au catalogue ainsi qu'en Atelier Alpine caractérisée par des réglages spécifiques du châssis, des modes de conduite et bénéficiant d'une suspension active couplée à une caméra prédictive, une technologie compatible à celle de la marque DS.

Pour l'instant, les prix du Renault Rafale E-Tech 4x4 de 300 ch n'ont pas été communiqués. La marque mise sur deux couleurs de lancement, un Bleu Sommet et un Gris Schiste, mais la palette des teintes de carrosserie offre aussi un Rouge Flamme, un Noir Etoilé et un Blanc Nacré Satin. Une robe qu'il est possible de personnaliser à l'aide d'un toit noir.

Alibaba au coeur de la stratégie cloud de LVMH en Chine

Comme d'autres multinationales, LVMH déploie une stratégie cloud spécifique pour la Chine. Celle-ci s'appuie sur Alibaba, avec qui les relations remontent à 2019 et s'étendent désormais à la GenAI.

Le groupe de luxe LVMH (86 Md€ de chiffre d'affaires en 2023) a profité de VivaTech pour annoncer le renouvellement de son contrat avec Alibaba. Signé pour 5 nouvelles années, après un premier bail initié en 2019, cet accord portant sur les offres cloud, data et IA concerne les seules activités en Chine du groupe français, LVMH s'appuyant sur les hyperscalers américains GCP et, dans une moindre mesure, Microsoft Azure pour le reste du globe. « C'est une stratégie 'China for China', confirme Franck le Moal, le DSI du groupe de luxe. Pour des raisons de conformité et d'exigences de souveraineté, nous voulions travailler avec un acteur local. Nous n'avons pas étudié l'hypothèse d'un remplacement d'Alibaba par un prestataire non chinois. » Une façon d'écarter la concurrence de plus en plus virtuelle des hyperscalers américains au sein de la seconde économie mondiale. « Le marché chinois se caractérise de plus en plus par son écosystème spécifique », ajoute Gonzague de Pirey, chief omnichannel and data officer du groupe. Des services avec lesquels LVMH a besoin de se connecter pour échanger avec la clientèle locale.

Utiliser un LLM local

La Chine est un marché important pour le groupe de luxe, qui y déploie 1400 magasins et y emploie quelque 28 000 personnes (sur les 213 000 que compte l'entreprise). « Or, c'est un marché de plus



en plus cloisonné, a confié Frank Le Moal à CIO. Avec des réglementations qui imposent le stockage des données sur le territoire, par exemple, comme la loi PIPL [Personal Information Protection Law, NDRL]. Et un écosystème applicatif purement chinois. » LVMH exploite notamment l'outil de gestion des données d'Alibaba Cloud (Dataphin) pour alimenter sa plateforme fournissant des services personnalisés à la clientèle locale. Et a recours, depuis deux ans, à la technologie d'apprentissage automatique de son partenaire chinois (PAI). Par ailleurs, 30

marques du groupe apparaissent déjà sur la place de marché d'Alibaba, Tmall. Et le partenariat entre les deux entreprises s'étend désormais à l'IA générative, vue par LVMH tant comme un outil de personnalisation de la relation avec ses clients que comme un levier d'efficacité interne. « En Chine, vous devez utiliser des LLM locaux », poursuit Franck le Moal. Les travaux sur le LLM d'Alibaba, Qwen, ont démarré il y a trois mois environ, l'objectif étant désormais de connecter les applications supportant les activités de LVMH sur place à cette tech-

nologie. « Le model studio Bailian nous permet aussi de connecter leurs LLM directement à nos applications, » complète le DSI. Sans ce type de partenariat, impossible de travailler avec la Chine, a-t-il rappelé. Mais c'est aussi une indispensable démarche pour se conformer à un certain "tone of voice". Autrement dit, pour s'adresser aux habitudes d'usage d'une clientèle chinoise, différentes de celles de la clientèle européenne ou américaine, qui utilisent les canaux de conversations et médias sociaux des éditeurs nationaux.

■ Brèves Brèves

Bing, DuckDuckGo, ChatGPT et Copilot plantés

Une panne géante ayant affecté depuis 3h ce matin (côté Est des Etats-Unis) Bing de Microsoft a eu un effet domino sur de très nombreux autres sites et services web. A commencer par Copilot mais également ChatGPT d'Open AI ou encore DuckDuckGo. Selon les remontées de nombreux utilisateurs sur Down-detector, des indisponibilités sont toujours signalées. "Pendant que nous isolons la cause première, nous transférons les demandes vers d'autres composants de service afin d'accélérer le rétablissement du service", a expliqué Microsoft en début d'après-mid.

OpenAI aspire les contenus de News Corp pour 250 M\$

Alors que le New York Times a intenté un procès à Microsoft et OpenAI pour l'utilisation de ses contenus dans le cadre du développement de services d'intelligence artificielle, ce n'est pas du tout le cas pour le Wall Street Journal. Son propriétaire, News Corp, a ainsi conclu un accord avec le géant de la GenAI pour accéder à tous ses contenus. Cela a bien sûr un coût, à savoir 250 M\$ dans le cadre d'un contrat signé pour plusieurs années. Outre le WSJ, sont également concernés The New York Post, Barron's ou encore Market-Watch. " Nous sommes ravis

d'avoir trouvé en Sam Altman et son équipe fidèle et talentueuse des partenaires de principe qui comprennent l'importance commerciale et sociale des journalistes et du journalisme ", assure le directeur général de News Corp, Robert Thomson.

Patrick Drahi braque les créanciers d'Altice

Selon Le Monde, les 150 bailleurs de fonds (des anglo-saxons principalement), qui détiennent près de 80% des 20 Md€ de la dette sécurisée d'Altice, ont signé un accord de coopération pour bloquer les manœuvres de Patrick Drahi. Dans un bras de fer musclé, ce dernier a prévenu ses créanciers qu'il ne pourrait pas rembourser les sommes dues, ce qui pourrait amener les

créanciers à invoquer auprès du tribunal de commerce "l'application forcée interclasse" pour sécuriser leurs avoirs. L'application forcée interclasse permet - sous certaines conditions - d'imposer le plan à des classes de parties affectées dissidentes. Les classes de parties affectées doivent toutefois être constituées en sauvegarde et en redressement judiciaire.

Chiffrement résistant au quantique bientôt obligatoire aux US ?

Les entreprises qui travaillent sur des projets sensibles pour le gouvernement américain pourraient bientôt être obligées d'utiliser des algorithmes de cryptage qui protègent leurs données et

leur technologie contre les attaques d'ordinateurs quantiques. En juillet, le National Institute for Standards and Technology (NIST), une agence du ministère du commerce, spécifiera trois algorithmes de chiffrement qu'il considère comme suffisants pour se prémunir contre les menaces de l'ordinateur quantique, selon Bloomberg. "La violation du cryptage ne menace pas seulement les secrets de sécurité nationale, mais aussi la manière dont nous sécurisons l'internet, les paiements en ligne et les transactions bancaires", a déclaré Anne Neuberger, conseillère adjointe de la Maison Blanche pour la sécurité nationale. "La mise en œuvre des normes donnera le coup d'envoi de la transition vers la prochaine génération de chiffrement".

Mots fléchés

Groupes de personnes	Élude	Lisière		Bistrot	Cabaret (deux mots)	Pénétras		Cheveu	
Entretien	Pâtes	Vagabonder			Équipe anglaise	Instrument de musique			
								Affluent de la Dordogne	
Fleuve français				Qui réagit					
Mammifères amphibies				Comique français (1926-2009)					
					Ni dieux, ni maîtres				Dieu celtique
					Maison commune				
Contestée				Obscène					
Abject				Esprit					
		Canota				Bécots			
Choisi			Anéantis- sement		Pays d'Asie			Introduc- tion d'un tube	Petit équidé
Tente					Inconve- nance				
		Dirigeante israélienne (Golda)				Loupas			
						Microrégion corse			
Protège le doigt	Travaux forcés (initiales)			Ville croate			Écrivain français (1804-1857)	Chiffre	Issu de
	Sport			Câble nautique				Agréable	
		Pressant	Mises au point					Petit groupe instru- mental	
Deux fois deux						Hydro- carbure saturé			
Chaste									
		Château de la belle au bois dormant	Banquise						Élève d'une grande école française
Reptile						Fût changée en génisse	Victoire de Napoléon		
Retirés							Rires sur la toile (initiales)		
			Convoitées	Fromage corse				Métal précieux	
								Cent mètres carrés	
Au dessus du panier				Cobalt				Adresse	
Expectative				Épreuves		Continent		Vif	
						Affole			
						Figure géométrique			
Policier	Teigne	Exclamation méridionale		Césium			Roi de tragédie		
				Ville suisse					
								Article	
								Beau perroquet	
Nickel		Allonge					Faisceau lumineux		Petit saint
Cité engloutie		Petit ruisseau					Argent		
	Magot					Parties de cheminées			
	Possédés			Couvrant de blancheur					

PÉTROLE

Le Brent à plus de 80 dollars

Les cours du pétrole reculaient vendredi, impactés notamment par la perspective de taux d'intérêts élevés aux Etats-Unis. Dans les séances matinales, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet baissait de 0,76%, à 80,74 dollars. Celui de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance abandonnait 0,83%, à 76,23 dollars. Les deux références du brut ont souffert du fait que "les paris sur des baisses de taux s'estompent", en raison de données économiques inspirant à les garder élevés plus longtemps, selon les analystes. Les taux d'intérêts élevés aux Etats-Unis peuvent freiner la demande américaine et mondiale de pétrole. Ils sont également susceptibles de favoriser le dollar dans le futur, ce qui pèse sur les achats de pétrole, souvent libellés dans cette devise. Le billet vert restait cependant déprimé en début de séance.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Vendredi 24 - Samedi 25 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

BREVETS

Accord à l'ONU pour un traité sur la bio-piraterie

Plus de 190 pays se sont entendus vendredi sur un traité sur les brevets pour lutter contre la bio-piraterie, qu'ils négociaient depuis plus de 20 ans, a annoncé l'ONU. A la suite de près de deux semaines de discussions, les Etats "ont approuvé un nouveau traité novateur relatif à la propriété intellectuelle, aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés, marquant ainsi une avancée historique qui vient couronner des décennies de négociations", a indiqué l'ONU dans un communiqué. Les pays membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sont réunis depuis le 13 mai à Genève pour conclure ces négociations vieilles de plus de 20 ans. Il s'agit du premier traité de l'Ompi sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et les savoirs traditionnels et du premier traité de l'Ompi incluant des dispositions spécifiques pour les peuples indigènes et les communautés locales, a-t-elle précisé. "Nous montrons ainsi que le système de propriété intellectuelle peut continuer à encourager l'innovation tout en évoluant de manière plus inclusive, en répondant aux besoins de tous les pays et de leurs communautés", a indiqué le directeur général de l'Ompi, Daren Tang.

MDN

Deux terroristes abattus dans la wilaya de Chlef

Deux (02) terroristes ont été abattus, jeudi soir, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la zone de Djbel Tamoulga, Bir Safsaf, dans la wilaya de Chlef, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et lors d'une opération de fouille et de ratissage dans la zone de Djbel Tamoulga, Bir Safsaf, au niveau du Secteur militaire de Chlef (1ère Région militaire), un détachement de l'ANP a abattu, hier 23 mai 2024, deux (2) terroristes. Il s'agit du terroriste Kachkouche Abdelkader, dénommé +Abou Djafaar+ et du terroriste Khaloufi Abdelkader, et récupéré deux (2) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, trois (3) chargeurs de munitions, une (1) paire de jumelles et divers objets", précise la même source. "Cette opération confirme la vigilance et la détermination des Forces de l'ANP à traquer les résidus criminels jusqu'à leur éradication", ajoute le communiqué.

AMAR BENDJAMA AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

«La prévention des conflits en Afrique devrait être une priorité»

La prévention des conflits en Afrique devrait être une priorité tout en bénéficiant d'un financement adéquat afin de permettre au continent de répondre de manière efficace aux menaces multiformes, notamment celle du terrorisme, a indiqué, jeudi, le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, l'ambassadeur Amar Bendjama lors d'un débat ouvert au Conseil de sécurité. "La paix et le développement se renforcent mutuellement", a soutenu M. Bendjama lors de son intervention au débat ouvert sur le "renforcement du rôle des Etats africains face aux défis mondiaux en matière de sécurité et de développement", affirmant que les conflits avaient un "effet négatif considérable" sur la réalisation des objectifs de développement durable. L'Afrique fait face à nombreuses crises, notamment celles liées aux défis socio-économiques, a-t-il signalé affirmant que la bonne gouvernance restait, à cet égard, la solution idéale pour prévenir et régler les crises. Le développement est tout aussi crucial après la fin des conflits "dans la mesure où les efforts de consolidation de la paix contribuent à renforcer la résilience et les capacités des Etats touchés à se remettre

des crises et à en prévenir de nouvelles", a-t-il ajouté. De même que le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales dans les questions liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales peuvent améliorer la sécurité collective, a-t-il noté. Il a assuré, en outre, que la mise en œuvre de la résolution (2719) du Conseil de sécurité offrait l'opportunité de favoriser l'appropriation par l'Union africaine des initiatives de paix grâce à un financement "prévisible, durable et flexible des opérations de soutien à la paix dirigées par l'UA". Il a précisé, à ce propos, que l'efficacité de cette résolution était tributaire de sa mise en œuvre dans le respect de la justice et de l'équité. "Fondé sur la conviction que la sécurité et la stabilité en Afrique sont intrinsèquement liées au développement, mon pays, l'Algérie, contribue activement au progrès du continent africain", a-t-il indiqué, d'autre part. L'Algérie a lancé "une série d'initiatives stratégiques visant à renforcer les liens avec les Etats voisins et à favoriser l'intégration régionale", a-t-il rappelé. M. Bendjama a signalé, à ce sujet, que l'Algérie avait alloué dès 2020 un (1) milliard de dollars à l'Agence algérienne de coo-

pération internationale pour la solidarité et le développement, dans le but de renforcer les projets d'intégration continentale et les infrastructures importantes. «L'Algérie, mue par sa conviction inébranlable que la dette entrave le progrès économique, a annulé un montant total de 900 millions de dollars en faveur de quatorze (14) pays africains», a-t-il rappelé. Il a ajouté que l'Algérie offrait, chaque année, plus de 2000 bourses d'études aux étudiants africains, notamment dans les branches ayant trait à la gouvernance et la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD). «Dans le cadre des efforts visant à renforcer davantage la coopération régionale entre l'Algérie, la Libye et la Tunisie, un mécanisme consultatif a été mis en place pour assurer la sécurité aux frontières communes», a-t-il dit notant que «cette initiative vise à coordonner les efforts de lutte contre l'immigration clandestine, le terrorisme et le crime organisé». M. Bendjama a, par ailleurs, une nouvelle fois défendu le droit du continent africain d'avoir sa place au sein du Conseil de sécurité.

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Attaf évoque à Dakar les défis de la coopération bilatérale

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Etranger M. Ahmed Attaf a indiqué, jeudi soir à Dakar, que le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune est "personnellement attentif à la qualité des relations algéro-sénégalaises". "J'ai eu le privilège d'être reçu en audience par le président de la République sénégalaise auquel j'ai remis une lettre de son frère le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune", a précisé le ministre dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président du Sénégal, M. Bassirou Diomaye Faye, ajoutant que le président Tebboune "est personnellement attentif à la qualité des relations algéro-sénégalaises, tout comme il est particulièrement soucieux de leur contenu et de leur substance". En outre, "le Président Abdelmadjid Tebboune est également attentif à l'impératif d'une concertation politique soutenue, régulière et permanente entre nos deux pays, tant que les défis auxquels ils sont confrontés sont les mêmes dans toutes leurs aires d'appartenance commune". M. Attaf a ajouté à l'adresse du Président sénégalais que "dans l'ac-

complissement de la grande destinée de votre grand pays, une nouvelle ère est en train de s'ouvrir. Compte tenu de l'histoire de nos deux pays, compte tenu des relations particulières qu'ils ont pu tisser et entretenir entre eux, en dépit parfois des épreuves et des adversités, et compte tenu, enfin, des aspirations et des ambitions communes qu'ils nourrissent, l'Algérie a à cœur d'être aux côtés du Sénégal à un moment où il entame l'écriture d'une nouvelle page de son histoire multiséculaire." Par ailleurs, M. Attaf a souligné que "l'Algérie entend aussi être aux côtés du Sénégal dans cette phase à travers une plus grande mobilisation de nos ressources pour la concertation politique, eu égard aux nombreux défis qui s'imposent à nous dans cette aire d'appartenance commune, la région sahélo-saharienne qui connaît une montée des périls ayant pour noms : le terrorisme, la criminalité internationale organisée, la traite des êtres humains, les reculs économiques autant que sociaux et des instabilités politiques récurrentes." M. Attaf a rappelé, d'autre part, que "sur la période récente, l'Afrique a enregistré de belles victoires", citant notamment "la

mise en place de la zone de libre-échange, l'adhésion au G20, une unanimité internationale qui se forme pour corriger l'injustice historique et permettre à notre continent d'avoir une meilleure représentation au Conseil de Sécurité, l'appropriation africaine en cours des Missions de maintien de la paix". Mais "ces belles victoires ne peuvent à elles-seules cacher les échecs tragiques. Ces échecs concernent toutes les cinq régions de notre continent insécurisées, déstabilisées et fragilisées par un grand nombre de foyers de crises, de tensions et de conflits", a-t-il déploré. Au niveau de l'environnement international, a-t-il ajouté, "ses signes distinctifs actuels ne sont pas rassurants non plus. Il y a le système de sécurité collective qui montre ses limites, il y a le multilatéralisme qui s'essouffle, le tissu de l'interdépendance qui s'effiloche et les Nations Unies qui voient se perdre la confiance des peuples et des Etats en elles. Là aussi, il y a un vaste chantier qui nous attend". "Voilà les tâches que nos deux pays doivent prendre à bras-le-corps. Voilà les défis qu'ils doivent relever et les perspectives qui s'ouvrent à eux", a-t-il conclu.